



Rapport annuel
2013

Rapport
de gestion
—
États financiers
consolidés

2013

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	1
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	1
Vue d'ensemble	2
Principales données financières consolidées	4
Orientation financière	6
Éléments à considérer pour la lecture du rapport de gestion de l'exercice 2013	6
Perspectives	7
Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière	7
Résultats consolidés	7
Information sectorielle	10
Secteur Produits laitiers CEA	10
Secteur Produits laitiers USA	13
Secteur Produits d'épicerie	16
Trésorerie, ressources financières et capital	16
Obligations contractuelles	18
Bilan	19
Arrangements hors bilan	19
Garanties	19
Opérations entre parties liées	19
Normes comptables	20
Méthodes comptables critiques et recours à des estimations comptables	20
Normes futures	21
Risques et incertitudes	23
Contrôles et procédures de communication de l'information	25
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	26
Analyse de sensibilité des variations de taux d'intérêt et de la devise américaine	26
Information financière trimestrielle	27
Sommaire des résultats du quatrième trimestre terminé le 31 mars 2013	28
Analyse des résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2012 en comparaison de l'exercice terminé le 31 mars 2011	31
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	33
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	40

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires. Les méthodes comptables de Saputo inc. (la Société ou Saputo) sont conformes aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 31 mars 2013 et le 5 juin 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de Saputo. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, peut également être obtenue sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, les attentes, les estimations, les objectifs, les projets et les intentions de Saputo à la date des présentes en ce qui concerne les revenus et les charges prévus, l'environnement économique, industriel, concurrentiel et réglementaire dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que la disponibilité et le coût du lait et des autres matières premières et l'approvisionnement en énergie, ses charges d'exploitation et le prix de ses produits finis sur les différents marchés où elle exerce ses activités.

Ces énoncés prospectifs portent notamment sur les objectifs à court et à moyen terme de la Société, ses perspectives, ses projets commerciaux et ses stratégies pour atteindre ces objectifs, ainsi que sur ses convictions, ses projets, ses objectifs et ses attentes. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de termes comme « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « planifier », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif », « continuer », « proposer », « cibler » ou « viser » à la forme affirmative ou négative, à l'emploi du conditionnel ou du futur, et à l'emploi d'autres termes semblables.

De par leur nature, les énoncés prospectifs sont exposés à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient entraîner un écart important entre les résultats réels et les attentes actuelles sont exposés dans les documents de la Société déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières, notamment à la rubrique « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les estimations, les attentes et les hypothèses actuelles de la direction, que cette dernière estime raisonnables à la date des présentes, et, par conséquent, sont sujets à changement par la suite. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date.

À moins que la législation en valeurs mobilières l'exige, Saputo ne s'engage nullement à mettre à jour ou à réviser ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits, pour son compte, à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

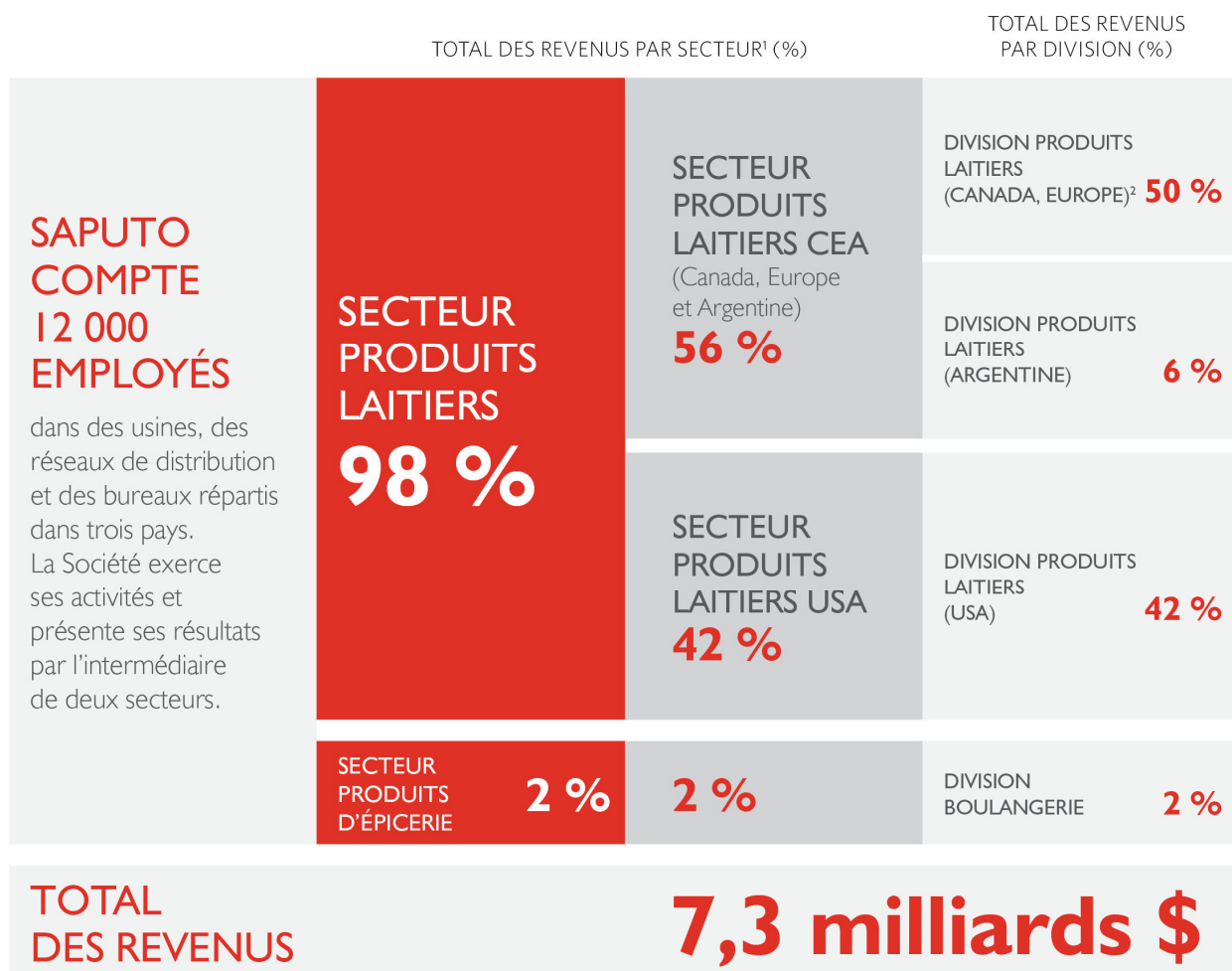
Vue d'ensemble

...

Notre Société

Saputo est parmi les dix plus grands transformateurs laitiers au monde, le plus important au Canada, le troisième plus important en Argentine et parmi les trois plus grands producteurs de fromage aux États-Unis.

Nos activités



(1) En tenant compte de l'acquisition de Morningstar, le pourcentage du total des revenus par secteur, sur une base annuelle *pro forma* aurait été de 48 % pour le Secteur Produits laitiers CEA, de 51 % pour le Secteur Produits laitiers USA et de 1 % pour le Secteur Produits d'épicerie.

(2) Inclut l'Europe avec 1 %.

Notre réseau

TOTAL DES REVENUS
PRODUITS LAITIERS (%)

PRODUITS LAITIERS SAPUTO

se retrouvent
dans tous
les segments
du marché.

DÉTAIL
52 %

Les ventes sont réalisées auprès des chaînes de supermarchés, des grandes surfaces, des dépanneurs, des détaillants indépendants, des clubs-entrepôts et des boutiques de fromages de spécialité. La Société vend ses produits sous ses propres marques et les marques des clients.

RESTAURATION
34 %

Les ventes sont réalisées auprès de distributeurs de gammes complètes de produits, de restaurants et d'hôtels sous ses propres marques et les marques des clients. Saputo offre également des produits fabriqués par des tiers par l'intermédiaire de son réseau de distribution canadien.

INDUSTRIEL
14 %

Les ventes sont réalisées auprès de transformateurs alimentaires qui utilisent les produits de la Société comme ingrédients pour fabriquer leurs propres produits.

PRODUITS D'ÉPICERIE SAPUTO

Sur le marché canadien, les produits d'épicerie de Saputo, qui incluent principalement des petits gâteaux, sont vendus presque exclusivement dans le segment de détail, par les chaînes de supermarchés, les détaillants indépendants et les clubs-entrepôts. Les produits de marques sont vendus aux États-Unis à plus petite échelle. Également, grâce à des ententes de coemballage, la Société fabrique des produits pour des tiers aux États-Unis sous les marques des clients.

Principales données financières consolidées

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)		2013	2012	2011
DONNÉES TIRÉES DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS				
Revenus				
Secteur Produits laitiers				
CEA¹	4 091 356	4 054 516	3 837 188	
USA	3 069 179	2 741 813	2 024 455	
	7 160 535	6 796 329	5 861 643	
Secteur Produits d'épicerie	137 142	134 041	141 289	
	7 297 677	6 930 370	6 002 932	
Coûts d'opération, excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration				
Secteur Produits laitiers				
CEA	3 592 389	3 539 730	3 343 346	
USA	2 721 320	2 438 408	1 742 567	
	6 313 709	5 978 138	5 085 913	
Secteur Produits d'épicerie	123 196	121 301	128 738	
	6 436 905	6 099 439	5 214 651	
BAIIA²				
Secteur Produits laitiers				
CEA	498 967	514 786	493 842	
USA	347 859	303 405	281 888	
	846 826	818 191	775 730	
Secteur Produits d'épicerie	13 946	12 740	12 551	
	860 772	830 931	788 281	
Marge de BAIIA (%)	11,8 %	12,0 %	13,1 %	
Amortissement				
Secteur Produits laitiers				
CEA	55 822	52 574	51 870	
USA	53 901	43 670	48 318	
	109 723	96 244	100 188	
Secteur Produits d'épicerie	6 906	5 699	5 793	
	116 629	101 943	105 981	
Coûts d'acquisition	9 646	—	—	
Coûts de restructuration	32 631	—	—	
Dépréciation du goodwill	—	125 000	—	
Dépréciation du placement de portefeuille	—	—	13 600	
Intérêts sur la dette à long terme	29 896	23 081	23 211	
Autres charges financières	4 203	1 569	663	
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	667 767	579 338	644 826	
Impôts sur les bénéfices	185 846	198 498	194 775	
Bénéfice net	481 921	380 840	450 051	
Marge de bénéfice net (%)	6,6 %	5,5 %	7,5 %	

Exercices terminés les 31 mars
(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action et les ratios)

	2013	2012	2011
Bénéfice net	481 921	380 840	450 051
Coûts d'acquisition (net des impôts sur les bénéfices de 3 531 \$)	6 115	–	–
Coûts de restructuration (net des impôts sur les bénéfices de 10 034 \$)	22 597	–	–
Dépréciation du goodwill	–	125 000	–
Dépréciation du placement de portefeuille (net des impôts sur les bénéfices de 2 000 \$)	–	–	11 600
Bénéfice net ajusté ³	510 633	505 840	461 651
Marge de bénéfice net ajusté (%)	7,0 %	7,3 %	7,7 %
DONNÉES PAR ACTION			
Bénéfice par action ajusté ³	2,58	2,51	2,24
Bénéfice par action dilué ajusté ³	2,55	2,47	2,21
Bénéfice par action	2,44	1,89	2,18
Bénéfice par action dilué	2,41	1,86	2,15
Dividendes déclarés par action	0,84	0,76	0,64
DONNÉES TIRÉES DES BILANS			
Total de l'actif	5 193 640	3 599 120	3 578 331
Dette portant intérêts ⁴	1 686 988	402 369	471 578
Capitaux propres	2 305 672	2 105 686	2 072 635
DONNÉES TIRÉES DES ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE			
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	645 792	522 987	588 520
Montant des ajouts aux immobilisations, net du produit de la cession	177 336	105 716	105 822
	2013	2012	2011
BÉNÉFICE PAR ACTION AJUSTÉ³	2,58 \$	2,51 \$	2,24 \$
BÉNÉFICE PAR ACTION	2,44 \$	1,89 \$	2,18 \$
Acquisition et restructuration		Goodwill	Placement de portefeuille
COÛTS D'ACQUISITION, DE RESTRUCTURATION ET DE DÉPRÉCIATION⁵	0,14 \$	0,62 \$	0,06 \$

1. Secteur Produits laitiers Canada, Europe et Argentine.

2. Le BAIIA est défini comme le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation.

3. Le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté (de base et dilué) sont des mesures de calcul non conformes aux IFRS. Pour la définition de ces termes, se référer à la section « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du présent rapport de gestion.

4. Nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

5. Montant de base par action.

ORIENTATION FINANCIÈRE

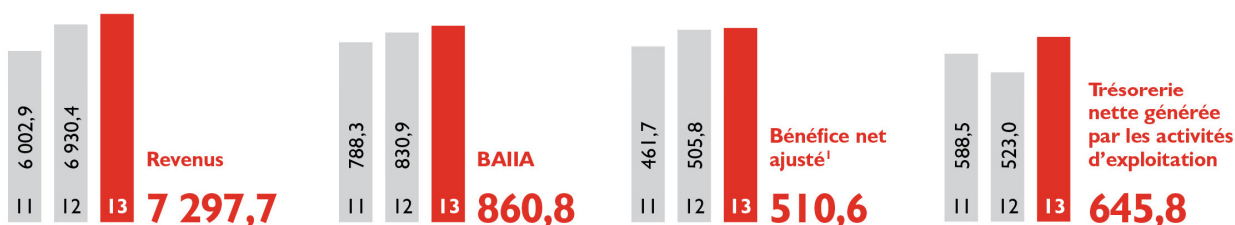
Les objectifs de la Société demeurent de poursuivre la croissance de façon interne, ainsi qu'au moyen d'acquisitions afin d'accroître ses parts de marché actuelles et d'établir sa présence à l'échelle mondiale, tout en créant de la valeur pour les actionnaires. En vue d'atteindre ces objectifs, la Société continue de mettre en pratique une discipline rigoureuse à l'égard de la gestion des coûts et de l'efficacité opérationnelle, ainsi qu'une gestion prudente des activités d'exploitation et financières. De plus, la Société demeure proactive dans l'évaluation des acquisitions possibles et des marchés qui offrent un potentiel de croissance. Saputo bénéficie d'un bilan solide, soutenu par des rentrées de trésorerie élevées provenant des activités d'exploitation et un faible niveau d'endettement, et sa souplesse financière lui permet de croître au moyen d'acquisitions ciblées et de faire face aux éventuels changements économiques. Au cours de l'exercice considéré, la Société a continué d'investir de façon stratégique par le biais de dépenses en capital, d'accroître ses activités, d'augmenter ses versements de dividendes et de gérer efficacement la trésorerie en rachetant ses propres actions par l'intermédiaire de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER POUR LA LECTURE DU RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2013

Les faits saillants et les mesures clés de la performance pour l'exercice 2013 sont les suivants :

- Bénéfice net ajusté¹ total de 510,6 millions de dollars, en hausse de 0,9 %.
- Bénéfice net total de 481,9 millions de dollars, en hausse de 26,5 %.
- Coûts d'acquisition et de restructuration à l'exercice 2013 diminuant le bénéfice net de 28,7 millions de dollars (0,14 \$ pour le bénéfice de base et dilué par action).
- Bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation (BAIIA) de 860,8 millions de dollars, en hausse de 3,6 %.
- Revenus de 7,298 milliards de dollars, en hausse de 5,3 %.
- Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation de 645,8 millions de dollars, en hausse de 23,5 %.
- Le 3 janvier 2013, la Société a complété l'acquisition de Morningstar Foods, LLC (l'acquisition de Morningstar) pour une contrepartie en espèces totale de 1,434 milliard de dollars, financée au moyen de la trésorerie disponible et d'une nouvelle facilité de prêt bancaire à terme de quatre ans d'un montant de 1,2 milliard de dollars.
- L'acquisition de Morningstar a contribué aux revenus et au BAIIA du quatrième trimestre. Sur une base annuelle *pro forma*, si l'acquisition avait été effectuée le 1^{er} avril 2012, la Société aurait comptabilisé des revenus d'environ 8,6 milliards de dollars et un BAIIA d'environ 1 milliard de dollars.
- Une combinaison plus favorable des ventes d'ingrédients laitiers a eu une incidence favorable sur les revenus et le BAIIA des Divisions Produits laitiers (USA et Canada) par rapport à l'exercice 2012.
- Aux États-Unis, le prix moyen du bloc² par livre de fromage a diminué de 0,03 \$ US par rapport à l'exercice 2012, ce qui a donné lieu à une baisse des revenus.
- Aux États-Unis, les facteurs du marché ont eu une incidence favorable sur le BAIIA.
- Les fluctuations du dollar canadien n'ont presque pas eu d'incidence sur les revenus et le BAIIA des Secteurs Produits laitiers (USA et CEA) à l'exercice 2013.
- Les volumes de ventes à l'exercice 2013 pour les Divisions Produits laitiers ont diminué de 3,7 % aux États-Unis, de 1,2 % en Argentine et de 0,4 % au Canada. Dans la Division Boulangerie, les volumes de ventes ont augmenté de 1,9 %.

(en millions de dollars CAD)



¹ Le bénéfice net ajusté est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du présent rapport de gestion pour avoir une définition de ce terme.

² Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la *Chicago Mercantile Exchange* (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2014, la Société entend poursuivre l'amélioration de son efficience, tout en continuant d'avoir à cœur la qualité des produits, l'innovation et la croissance interne. Elle va continuer d'analyser ses activités, d'investir par le biais de dépenses en capital et d'identifier des opportunités. La flexibilité de la structure du capital de la Société et son faible niveau d'endettement lui permettent d'évaluer et de poursuivre sa recherche active d'occasions d'acquisitions stratégiques, en vue d'accroître sa présence sur les principaux marchés.

MESURE DE CALCUL DES RÉSULTATS NON CONFORME AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Dans certains cas, lors de l'évaluation de mesures financières de la performance, la Société fait référence à des termes, tels que « bénéfice net ajusté » et « bénéfice par action ajusté », qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Par conséquent, ces mesures ne sont pas susceptibles d'être comparables à des mesures intitulées ou décrites de façon semblable qui sont appliquées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté sont des mesures utilisées par la direction pour évaluer le bénéfice net et le bénéfice par action lié aux activités poursuivies, qui ne tiennent pas compte de l'incidence de certains coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation décrits ci-dessous, dans le but d'améliorer la comparabilité des résultats financiers de la Société d'un exercice à l'autre.

D'après la définition qu'en fait la Société, le bénéfice net ajusté s'entend du bénéfice net avant l'inclusion des coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation, déduction faite des impôts sur les bénéfices qui s'appliquent, le cas échéant. Le bénéfice par action ajusté correspond au bénéfice net ajusté par action ordinaire (de base et dilué) de Saputo inc. Les mesures financières définies par les IFRS les plus semblables aux mesures utilisées par la Société sont le bénéfice net et le bénéfice par action (de base et dilué).

Le tableau ci-après présente un rapprochement du bénéfice net et du bénéfice par action (de base et dilué) avec le bénéfice net ajusté et le bénéfice par action ajusté.

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

	2013			2012		
	Total	Par action		Total	Par action	
		De base	Dilué		De base	Dilué
Bénéfice net	481 921	2,44	2,41	380 840	1,89	1,86
Coûts d'acquisition	6 115	0,03	0,03	-	-	-
Coûts de restructuration	22 597	0,11	0,11	-	-	-
Dépréciation du goodwill	-	-	-	125 000	0,62	0,61
Bénéfice net ajusté	510 633	2,58	2,55	505 840	2,51	2,47

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

PRINCIPAUX FACTEURS CONSOLIDÉS AYANT UNE INCIDENCE POSITIVE (NÉGATIVE) SUR LE BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2013	2012
Facteurs du marché ^{1, 2}	9	(25)
Réduction de valeur des stocks	(3)	(4)
Taux de change du dollar américain ¹	2	(7)

¹ Comparativement à l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Les **revenus consolidés** ont totalisé 7,298 milliards de dollars, en hausse de 367,3 millions de dollars, ou 5,3 %, comparativement à 6,930 milliards de dollars à l'exercice 2012. Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont accrus d'environ 327 millions de dollars. L'inclusion de l'acquisition de Morningstar et une combinaison plus favorable des ventes d'ingrédients laitiers ont contrebalancé la diminution des volumes de ventes, ce qui a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 328 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. La diminution du prix moyen du bloc par livre de fromage, lequel s'est chiffré à 1,73 \$ US pour l'exercice 2013, comparativement à 1,76 \$ US pour l'exercice 2012, a fait diminuer les revenus d'environ 21 millions de dollars. Les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont augmenté d'environ 37 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les prix de vente plus élevés au sein des activités du Canada et de l'Argentine découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, ainsi qu'une meilleure combinaison de produits liés à la Division canadienne et une combinaison plus favorable des

ventes d'ingrédients laitiers expliquent l'accroissement des revenus dans ce Secteur. Ces facteurs ont contrebalancé les volumes de ventes moins élevés sur le marché d'exportation de la Division Argentine. Les revenus de la Division Europe ont légèrement diminué par rapport à l'exercice précédent. Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont augmenté d'environ 3 millions de dollars en raison, principalement, de la hausse des volumes de ventes. L'incidence positive sur les revenus de l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin à l'exercice 2013 a été entièrement contrebalancé par l'effet de sa dépréciation par rapport au dollar américain.

Le **bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation (BAIIA)** s'est établi à 860,8 millions de dollars à l'exercice 2013, en hausse de 29,9 millions de dollars, ou 3,6 %, comparativement à 830,9 millions de dollars à l'exercice 2012. Le BAIIA du Secteur Produits laitiers USA s'est établi à 347,9 millions de dollars, en hausse de 44,5 millions de dollars, comparativement à 303,4 millions de dollars à l'exercice précédent. L'inclusion de l'acquisition de Morningstar, les initiatives entreprises au sein du Secteur au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et la diminution des coûts des ingrédients et de l'essence ont plus que contrebalancé la baisse des volumes de ventes, la hausse des coûts de promotion et des autres coûts, ainsi que l'incidence négative de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie au cours de l'exercice 2013. L'ensemble de ces facteurs a donné lieu à une hausse du BAIIA d'environ 30 millions de dollars au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice 2012. Le prix du bloc par livre de fromage a augmenté de façon constante tout au long de la première moitié de l'exercice 2013, pour ensuite diminuer pendant le reste de l'exercice. Le prix moyen du bloc par livre de fromage pour l'exercice 2013 s'est établi à 1,73 \$ US, comparativement à 1,76 \$ US pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice, le prix d'ouverture du bloc s'est établi à 1,49 \$ US, tandis que le prix de clôture s'est établi à 1,69 \$ US, soit une augmentation de 0,20 \$ US, comparativement à un prix d'ouverture de 1,63 \$ US et à un prix de clôture de 1,49 \$ US, soit une diminution de 0,14 \$ US, pour l'exercice précédent. Cette augmentation nette pour l'exercice 2013 a eu une incidence favorable sur la réalisation des stocks par rapport à l'exercice précédent, alors que le prix en baisse du bloc avait eu une incidence défavorable. La baisse du prix moyen du bloc a eu une incidence défavorable sur l'absorption des frais fixes. Les conditions moins favorables du marché des ingrédients laitiers ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA à l'exercice 2013. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été comparable à celle de l'exercice 2012. L'ensemble de ces facteurs a eu une incidence favorable sur le BAIIA d'environ 9 millions de dollars. Les résultats de l'exercice 2013 tiennent compte d'une réduction de valeur des stocks de 2,5 millions de dollars, comparativement à 3,8 millions de dollars à l'exercice précédent. L'affaiblissement du dollar canadien à l'exercice 2013 a donné lieu à une hausse du BAIIA du Secteur Produits laitiers USA d'environ 2 millions de dollars.

Le BAIIA du Secteur Produits laitiers CEA a totalisé 499,0 millions de dollars pour l'exercice 2013, en baisse de 15,8 millions de dollars, comparativement à 514,8 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable aux prix de vente moins favorables, principalement sur le marché d'exportation, ainsi qu'à la diminution des volumes dans la Division Argentine. Elle est contrebalancée en partie par l'ensemble des facteurs suivants, soit une meilleure combinaison de produits, une combinaison plus favorable des ventes d'ingrédients laitiers et une diminution des volumes de ventes dans la Division Produits laitiers (Canada). Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) a légèrement diminué par rapport à l'exercice 2012.

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie a augmenté de 1,2 million de dollars, passant de 12,7 millions de dollars à l'exercice 2012 à 13,9 millions de dollars à l'exercice considéré. Cette augmentation est essentiellement imputable à l'augmentation des volumes de ventes par rapport à l'exercice 2012.

La marge de BAIIA consolidée a diminué pour s'établir à 11,8 % à l'exercice 2013, comparativement à 12,0 % à l'exercice 2012, en raison de l'acquisition de Morningstar, laquelle affiche une plus faible marge.

L'**amortissement** a totalisé 116,6 millions de dollars pour l'exercice 2013, soit une augmentation de 14,7 millions de dollars, comparativement à 101,9 millions de dollars pour l'exercice 2012. L'augmentation est essentiellement attribuable à l'inclusion de l'acquisition de Morningstar pour le quatrième trimestre de l'exercice 2013. Cette augmentation découle également des variations des actifs amortissables et des fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin.

Au cours de l'exercice 2013, la Société a engagé des **coûts d'acquisition** relatifs à l'acquisition de Morningstar qui totalisent 9,6 millions de dollars (6,1 millions de dollars après impôts), ainsi que des **coûts de restructuration** relatifs aux fermetures d'usines en Europe et au Canada qui totalisent 32,6 millions de dollars (22,6 millions après impôts). Dans le cadre de cette restructuration, la Société a engagé des coûts de séparation de 7,8 millions de dollars, d'autres coûts de fermeture de 2,8 millions de dollars, des charges de dépréciation des immobilisations de 21,7 millions de dollars et des charges de dépréciation du goodwill de 0,3 million de dollars. Au cours de l'exercice 2012, la Société a comptabilisé une **dépréciation du goodwill** d'un montant de 125,0 millions de dollars (125,0 millions de dollars après impôts) pour le Secteur Produits d'épicerie.

Les **charges d'intérêts nettes** se sont établies à 34,1 millions de dollars à l'exercice 2013, comparativement à 24,7 millions de dollars à l'exercice 2012. Par rapport à l'exercice précédent, la hausse est surtout attribuable à l'augmentation des emprunts, en raison de l'acquisition de Morningstar.

Les **impôts sur les bénéfices** ont totalisé 185,8 millions de dollars pour l'exercice 2013, comparativement à 198,5 millions de dollars pour l'exercice 2012, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 27,8 % pour l'exercice 2013, comparativement à un taux de 34,3 % pour l'exercice précédent. Il n'y avait aucune incidence fiscale sur la dépréciation du goodwill au montant de 125,0 millions de dollars à l'exercice 2012, ce qui explique la hausse du taux d'imposition à l'exercice 2012. En excluant les coûts d'acquisition et de restructuration à l'exercice 2013 et la dépréciation du goodwill à l'exercice 2012, les taux d'imposition auraient été de 28,1 % et de 28,2 %, respectivement. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** pour l'exercice 2013 a totalisé 481,9 millions de dollars, en hausse de 101,1 millions de dollars, ou 26,5 %, comparativement à 380,8 millions de dollars pour l'exercice 2012. Cette hausse est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus.

Le **bénéfice net ajusté**¹ pour l'exercice 2013 a totalisé 510,6 millions de dollars, en hausse de 4,8 millions de dollars, ou 0,9 %, comparativement à 505,8 millions de dollars pour l'exercice 2012. Cette hausse est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus, compte non tenu des coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation.

¹ Le bénéfice net ajusté est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du présent rapport de gestion pour avoir une définition de ce terme.

INFORMATION SECTORIELLE

SECTEUR PRODUITS LAITIERS CEA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2013	2012	2011
Revenus	4 091,4	4 054,5	3 837,2
BAIIA	499,0	514,8	493,8

PRINCIPAUX FACTEURS AYANT UNE INCIDENCE POSITIVE (NÉGATIVE) SUR LE BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2013	2012
Facteurs du marché ^{1, 2}	-	15
Réduction de valeur des stocks	(3)	-

¹ Comparativement à l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent l'incidence des prix du marché international sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Conformément à sa stratégie de croissance à long terme, la Division Produits laitiers (Canada) a continué, durant l'exercice 2013, l'évaluation de l'ensemble de ses activités, dans le but d'identifier les efficiences opérationnelles et de réduire les coûts d'exploitation, et a investi dans les catégories de produits offrant un potentiel de croissance. Ces efforts ont continué de s'avérer bénéfiques pour la Division. Une diminution des prix de vente sur le marché d'exportation a eu une incidence sur la Division Produits laitiers (Argentine) et des efforts continus ont été faits pour atténuer ces conditions défavorables du marché. La Division Produits laitiers (Europe) a été moins rentable qu'à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2013, la Division Europe a comptabilisé une perte de 2,5 millions de dollars au titre du BAIIA. Vers la fin de l'exercice 2013, la Société a annoncé la cessation des activités en Europe.

REVENUS

Les revenus du Secteur Produits laitiers CEA se sont élevés à 4,091 milliards de dollars, en hausse de 36,9 millions de dollars, ou 0,9 %, comparativement à 4,055 milliards de dollars pour l'exercice 2012.

Les revenus de la Division Produits laitiers (Canada) ont augmenté de 48,8 millions de dollars à l'exercice 2013, pour s'établir à 3,596 milliards de dollars. La hausse des prix de vente liée à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, une meilleure combinaison de produits ainsi qu'une combinaison favorable des ventes d'ingrédients laitiers ont donné lieu à une augmentation des revenus par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus des Divisions Produits laitiers (Europe et Argentine) ont diminué d'environ 12 millions de dollars par rapport à l'exercice 2012. Les hausses des prix de vente liées à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, en Argentine ont été contrebalancées par la diminution des volumes de ventes, principalement sur le marché d'exportation, et par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin.

La Société fabrique environ 32 % de tous les fromages naturels canadiens. Saputo détient environ 36 % des parts du marché de lait nature au Canada. Saputo demeure le chef de file de l'industrie laitière canadienne dans ces deux catégories.

Le segment de détail de la Division Produits laitiers (Canada) a conservé sa position de chef de file, représentant 63 % des revenus, en légère baisse par rapport à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice 2013, la consommation de lait nature par personne a diminué d'environ 1 %. La consommation pour les catégories du beurre et des fromages est demeurée relativement stable, alors que la consommation de crème a augmenté d'environ 10 % par rapport à l'exercice précédent. La stratégie d'investissement de la Division dans les catégories de produits, telles que les produits laitiers à valeur ajoutée, continue d'afficher une croissance solide grâce aux produits comme le lait biologique, dont la Société est le plus important transformateur dans la catégorie des produits laitiers réfrigérés au Canada. La Division a continué de soutenir ses grandes marques, soit *Trutaste*, *Dairy Oh!* et *Lait'sGo*, grâce à diverses activités promotionnelles et à des campagnes publicitaires variées, afin de poursuivre la croissance et d'accroître la part de marché. Saputo offre les deux marques les plus populaires de lait nature dans la catégorie des produits laitiers réfrigérés, soit *Dairyland* et *Neilson*. De plus, le segment de détail a continué de mettre l'accent sur l'augmentation de l'accessibilité de la catégorie des fromages de spécialité au Canada.

Le segment de la restauration a représenté 30 % des revenus de la Division Produits laitiers (Canada), en légère hausse par rapport à l'exercice précédent. Notre engagement consiste toujours à fournir un service de qualité à une clientèle composée principalement de distributeurs, de chaînes de restaurants et de pizzerias. Notre objectif est de

nous assurer que nous sommes le fournisseur de choix en offrant des produits novateurs et de grande qualité, afin de répondre aux besoins quotidiens de notre clientèle. La Société investit dans l'industrie de la restauration, notamment par des partenariats avec divers collèges culinaires et la Fédération Culinaire Canadienne, investissant ainsi dans les générations futures, ce qui contribue à établir des perspectives saines et robustes pour cette industrie.

Le segment industriel a représenté 7 % des revenus de la Division Produits laitiers (Canada), soit le même résultat qu'à l'exercice précédent. Ce segment comprend les ventes de lait, de fromage et d'ingrédients laitiers. Au cours de l'exercice 2013, nous avons continué de fournir à nos clients des produits adaptés à leurs recettes. Ce segment a également tiré parti d'une combinaison favorable des ventes d'ingrédients laitiers tout au long de l'exercice.

Les revenus de la Division Produits laitiers (Europe) ont diminué au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution découle de la baisse des volumes de ventes.

Les revenus de la Division Produits laitiers (Argentine) ont diminué au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice 2012 en raison de la diminution des prix de vente et des volumes de ventes sur le marché d'exportation.

Enfin, l'appréciation du dollar canadien par rapport à l'exercice précédent a entraîné une diminution d'environ 20 millions de dollars des revenus du Secteur Produits laitiers CEA.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur Produits laitiers CEA a totalisé 499,0 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, comparativement à 514,8 millions de dollars pour l'exercice 2012, ce qui représente une baisse de 15,8 millions de dollars, ou 3,1 %. La marge de BAIIA a diminué pour s'établir à 12,2 %, comparativement à 12,7 % à l'exercice 2012.

Le BAIIA a augmenté dans la Division Produits laitiers (Canada) par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison d'une meilleure combinaison de produits, d'une combinaison plus favorable des ventes d'ingrédients laitiers et d'une diminution des coûts des ingrédients. Les résultats de l'exercice 2012 incluaient un gain à la vente d'immobilisations d'environ 2 millions de dollars.

Au cours de l'exercice 2013, le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) a diminué, compte tenu des défis qui persistent pour le marché européen. La Division a comptabilisé une perte de 2,5 millions de dollars au titre du BAIIA.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) a diminué au cours de l'exercice 2013, principalement en raison des prix de vente défavorables et de la diminution des volumes de ventes sur le marché d'exportation. De plus, au premier trimestre de 2013, une réduction de valeur des stocks de 2,5 millions de dollars a été comptabilisée par suite de la chute des prix de vente sur le marché d'exportation. Ces facteurs ont contrebalancé l'amélioration de l'efficacité opérationnelle.

PERSPECTIVES

Pour l'exercice 2014, la Société anticipe que le marché des produits laitiers continuera à comporter certains défis. La Division Produits laitiers (Canada) visera la croissance des volumes de ventes dans les catégories des fromages et des ingrédients laitiers ainsi que l'augmentation des volumes malgré des tendances décroissantes du marché dans la catégorie du lait nature. La division continue de concentrer ses efforts sur les occasions qui se présentent dans la catégorie des produits laitiers à valeur ajoutée, et offrant un potentiel de croissance. Nous chercherons à investir dans des catégories de produits, notamment la catégorie des fromages de spécialité, dont nous avons l'intention de maximiser l'accessibilité au Canada, au moyen d'un réseau de distribution national. Dans le cadre de notre analyse continue des activités, nous avons entamé un projet dans le but de consolider nos activités de distribution de la région du Grand Montréal dans un seul centre situé à Saint-Laurent, au Québec. Ce nouveau centre regroupera les activités de distribution et de logistique des centres actuels de Saint-Laurent, de Boucherville et de Saint-Léonard ainsi que certains bureaux administratifs de la Division canadienne. Les employés ont commencé graduellement à emménager dans le nouvel établissement, et le projet devrait se terminer en mars 2014, comme prévu.

Au cours de l'exercice 2014, nous procéderons à la fermeture de l'installation de Winkler, au Manitoba, dans le cadre de l'analyse continue par la Société de l'ensemble de ses activités en vue d'accroître son efficacité globale. De plus, la Division a annoncé la fermeture de son installation de fabrication située à Warwick, au Québec, prévue pour juin 2014. La production sera intégrée à d'autres installations de la province de Québec. Dans le cadre de ces rationalisations, la Société a l'intention d'ajouter de nouvelles immobilisations d'environ 36 millions de dollars aux autres installations de Saputo, principalement au cours de l'exercice 2014. Les économies annuelles après impôts devraient se chiffrer à environ 6 millions de dollars par suite de ces restructurations et elles devraient être réalisées à compter de l'exercice 2015. L'innovation a toujours été une priorité, celle-ci nous permettant d'offrir des produits qui répondent aux besoins de la clientèle d'aujourd'hui. Nous avons donc affecté des ressources à l'innovation de produits, pour ainsi être en mesure de nouer et de conserver des relations à long terme avec les consommateurs et la clientèle.

La Commission canadienne du lait (CCL) a annoncé le 1^{er} mai 2013 la création d'une classe de lait pour le fromage mozzarella destiné aux pizzas fraîches. Cette nouvelle classe, laquelle est prévue être en vigueur le 1^{er} juin 2013, devrait permettre de diminuer les coûts assumés par les restaurants qui préparent et cuisent des pizzas sur place et devrait aider à accroître le segment du marché du fromage mozzarella au Canada.

La Division Produits laitiers (Europe) cessera ses activités au premier trimestre de l'exercice 2014, comme il a été annoncé à la fin de l'exercice 2013.

La Division Produits laitiers (Argentine) poursuivra ses efforts en vue d'accroître les volumes de ventes sur le marché national et sur le marché d'exportation, tout en augmentant son approvisionnement en lait. La Division continue à éprouver des difficultés liées à l'augmentation du coût de la matière première, le lait, tout en demeurant concurrentielle à l'égard du prix de vente sur le marché d'exportation. La Division s'attend à ce que la demande pour les produits laitiers sur le marché d'exportation continue d'augmenter. Un projet sur trois ans a commencé au début de l'exercice 2013, lequel vise à augmenter graduellement la capacité de fabrication et à faire face à la croissance continue du marché. La Division continuera également à mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle.

La Société continue d'évaluer la capacité de production en fonction de son objectif, qui consiste à réduire la capacité de production excédentaire des usines du Secteur Produits laitiers CEA, laquelle atteignait au 31 mars 2013, 27 % et 34 %, respectivement, pour les activités de production fromagère et laitière.

SECTEUR PRODUITS LAITIERS USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2013	2012	2011
Revenus	3 069,2	2 741,8	2 024,5
BAIIA	347,9	303,4	281,9

PRINCIPAUX FACTEURS AYANT UNE INCIDENCE POSITIVE (NÉGATIVE) SUR LE BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2013	2012
Facteurs du marché ^{1,2}	9	(40)
Réduction de valeur des stocks	-	(4)
Taux de change du dollar américain ¹	2	(7)

¹ Comparativement à l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2013	2012
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,728	1,756
Prix de clôture du bloc ¹ par livre de fromage	1,693	1,490
Prix de marché moyen du lactosérum ² par livre	0,560	0,600
Écart ³	0,044	0,044
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁴	1,001	0,992

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la *Chicago Mercantile Exchange* (CME) le dernier jour ouvrable de chaque exercice.

² Le prix de marché moyen de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le *Dairy Market News*.

³ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁴ Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Au cours de l'exercice 2013, le Secteur Produits laitiers USA a tiré parti de l'acquisition de Morningstar, complétée au début du quatrième trimestre. Morningstar vient s'ajouter aux activités de la Division Produits laitiers (USA). Grâce à cette acquisition, la Société tire parti du réseau national de fabrication et de distribution de Morningstar. Cette transaction agrandit l'éventail des produits proposés aux clients américains et élargit les perspectives d'acquisitions futures de Saputo. À l'exercice 2013, le Secteur a également continué de profiter des dépenses en immobilisations effectuées durant l'exercice considéré et les exercices précédents.

Pour l'exercice 2013, le prix d'ouverture moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 1,49 \$ US et a augmenté de façon constante pour atteindre un sommet de 2,12 \$ US à la fin d'octobre. La pression à la baisse s'est traduite par une diminution du prix du bloc par livre de fromage pendant la portion restante de l'exercice, lequel s'établissait à 1,69 \$ US à la clôture. Pour l'exercice considéré, le prix moyen du bloc par livre de fromage s'est établi à 1,73 \$ US, comparativement à 1,76 \$ US pour l'exercice 2012. À la suite des audiences tenues le 31 mai 2012 et le 1^{er} juin 2012, le California Department of Food and Agriculture (CDFA) a rendu une décision qui visait à modifier le facteur du lactosérum utilisé dans la formule établissant le prix du lait en fonction de l'évolution des prix du marché du lactosérum, selon une nouvelle échelle mobile, avec prise d'effet le 1^{er} août 2012, ce qui a eu pour effet d'augmenter le prix du lait. De plus, le 22 janvier 2013, le CDFA a annoncé une mesure temporaire en vue d'augmenter les prix de certains types de lait, en vigueur du 1^{er} février 2013 au 31 mai 2013. Ces changements ont eu une incidence défavorable sur les résultats du Secteur Produits laitiers USA. Au cours de l'exercice 2013, nous avons amorcé certaines initiatives qui visent à accroître notre capacité, notre efficience et notre souplesse en ce qui a trait à la fabrication des fromages. Nous améliorons également notre traitement du lactosérum et accroissons les capacités de séchage.

REVENUS

Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont élevés à 3,069 milliards de dollars au cours de l'exercice 2013, soit une hausse de 327,4 millions de dollars, ou 11,9 %, comparativement à 2,742 milliards de dollars à l'exercice 2012. L'inclusion des revenus provenant de l'acquisition de Morningstar et une combinaison plus favorable des ventes d'ingrédients laitiers ont contrebalancé la diminution des volumes de ventes, ce qui a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 328 millions de dollars par rapport à l'exercice 2012. La baisse du prix moyen du bloc par livre de fromage à l'exercice 2013, lequel s'est établi à 1,73 \$ US, comparativement à 1,76 \$ US à l'exercice 2012, a donné lieu à une diminution des revenus d'environ 21 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar canadien a contribué à augmenter les revenus d'environ 20 millions de dollars.

Compte non tenu des revenus provenant de l'acquisition de Morningstar, les revenus du Secteur ont diminué de 3,4 % au cours de l'exercice 2013, essentiellement dans les segments de détail et industriel. Les segments de détail, de la restauration et industriel ont compté pour 41 %, 43 % et 16 % du total des revenus du Secteur, respectivement.

Les revenus provenant du segment de détail, compte non tenu de l'acquisition de Morningstar, ont diminué légèrement. Malgré la faiblesse globale des tendances économiques dans le segment de détail, deux de nos marques de détail ont conservé leur position de tête en ce qui a trait à la part de marché. *Frigo Cheese Heads* demeure le chef de file dans la catégorie du fromage à effilocheur sur le marché aux États-Unis et *Treasure Cave*, celui de la catégorie du fromage bleu émietté. La Division a également tiré parti d'autres marques de premier plan pour accroître la sensibilisation et l'intérêt des consommateurs. De plus, DCI Cheese Company, Inc. (l'acquisition de DCI) a amélioré notre gamme de produits dans la catégorie des fromages de spécialité. Les programmes de commercialisation de détail ont permis de soutenir nos marques principales de fromages vendus au détail, grâce à des promotions thématiques sous forme de publicité dans des médias imprimés, par courriel, dans les médias sociaux et des incitatifs promotionnels.

Le segment de la restauration a tiré parti de la reprise économique. L'augmentation du nombre de clients, par rapport aux exercices précédents, a permis au segment de la restauration d'afficher une hausse des volumes de ventes. Afin de bonifier la valeur de la marque et de soutenir notre marque de mozzarella haut de gamme dans le segment de la restauration, la Division a lancé diverses mesures commerciales incitatives à l'exercice 2013. Ce segment a également lancé de nouveaux produits en vue d'offrir des options de valeur aux consommateurs. Ces nouvelles gammes ont fait l'objet d'un grand intérêt et d'achats répétés de la part des clients dans le segment de la restauration. La plateforme de commercialisation, qui cible spécifiquement le segment des propriétaires de pizzerias, comprend des publicités dans la presse écrite, par courrier et sur le Web ainsi que des mesures incitatives destinées aux représentants et aux distributeurs pour attirer de nouvelles occasions d'affaires.

Le segment industriel comprend les ventes de fromage et d'ingrédients laitiers. Au cours de l'exercice 2013, les volumes de ventes de fromage dans le segment industriel ont diminué, essentiellement en raison de la baisse des ventes aux programmes parrainés par le gouvernement et de la concurrence sur le marché. À l'exercice 2013, le segment industriel a travaillé de concert avec des clients clés pour s'assurer que les recettes de nos produits étaient appropriées pour l'utilisation que fait la clientèle de nos produits. La demande d'ingrédients laitiers, à l'échelle nationale et internationale, a continué de croître à l'exercice 2013. La disponibilité des infrastructures aménagées au cours des derniers exercices a permis à la Division de répondre à l'augmentation de la demande d'ingrédients laitiers, et aussi d'en profiter.

En tenant compte de Morningstar, sur une base annuelle *pro forma*, le total des revenus des segments de détail, de la restauration et industriel se serait établi à 40 %, à 49 % et à 11 %, respectivement.

BAIIA

Le BAIIA a totalisé 347,9 millions de dollars à l'exercice 2013, en hausse de 44,5 millions de dollars, ou 14,7 %, comparativement à 303,4 millions de dollars à l'exercice 2012. L'inclusion de l'acquisition de Morningstar a donné lieu à une augmentation du BAIIA par rapport à l'exercice 2012. En 2013, la Division a tiré parti des initiatives entreprises par la Société au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle. De plus, une diminution des coûts des ingrédients et de l'essence a fait augmenter le BAIIA. Ces hausses ont contrebalancé la diminution des volumes de ventes, les coûts de promotion et les autres coûts d'exploitation additionnels, ainsi que l'incidence défavorable de l'augmentation des coûts du lait découlant de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie à l'exercice 2012. L'ensemble de ces facteurs a donné lieu à une hausse du BAIIA d'environ 30 millions de dollars.

Le prix du bloc par livre de fromage a augmenté de façon constante tout au long de la première moitié de l'exercice 2013, pour ensuite diminuer pendant le reste de l'exercice. Le prix moyen pour l'exercice 2013 s'est établi à 1,73 \$ US, comparativement à 1,76 \$ US pour l'exercice précédent. Au cours de l'exercice considéré, le prix d'ouverture du bloc s'est établi à 1,49 \$ US, tandis que le prix de clôture s'est établi à 1,69 \$ US, soit une augmentation de 0,20 \$ US, comparativement à un prix d'ouverture de 1,63 \$ US et à un prix de clôture de 1,49 \$ US, soit une diminution de 0,14 \$ US pour l'exercice précédent. Cette augmentation nette pour l'exercice 2013

a eu une incidence favorable sur la réalisation des stocks par rapport à l'exercice précédent, alors que le prix du bloc en baisse avait eu une incidence défavorable. La baisse du prix moyen du bloc a eu une incidence défavorable sur l'absorption des frais fixes. Les conditions moins favorables du marché des ingrédients laitiers ont eu une incidence défavorable sur le BAIIA à l'exercice 2013. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été comparable à celle de l'exercice 2012. L'ensemble de ces facteurs a eu une incidence favorable sur le BAIIA d'environ 9 millions de dollars. Les résultats de l'exercice 2012 tiennent compte d'une réduction de valeur des stocks de 3,8 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar canadien à l'exercice 2013 a donné lieu à une hausse du BAIIA du Secteur Produits laitiers USA d'environ 2 millions de dollars.

PERSPECTIVES

À l'exercice 2014, la Société continuera de tirer parti du réseau national de fabrication et de distribution de Morningstar et de mettre l'accent sur les synergies possibles. De plus, le Secteur continuera d'évaluer les opportunités liées à l'acquisition de DCI lui permettant de pénétrer davantage la catégorie des fromages de spécialité, de tirer parti des synergies potentielles et d'améliorer et d'élargir sa gamme de produits offerts à l'ensemble de sa clientèle.

L'acquisition de Morningstar représente une transaction stratégique, puisque cette entreprise a des revenus annuels appréciables et qu'elle exerce ses activités dans une catégorie de produits laitiers qui nous est familière, et elle s'ajoute aux activités existantes liées aux produits fromagers aux États-Unis de la Société. Elle offre des occasions d'expansion et de diversification en ce qui a trait aux gammes de produits offertes aux clients, ainsi que des possibilités de développement additionnel des plateformes aux États-Unis et dans d'autres pays. Pour l'exercice 2014, nous continuerons d'évaluer les synergies possibles par suite de l'acquisition et de mettre l'accent sur les activités qui visent à améliorer l'efficacité globale de Morningstar. Les technologies administratives et de l'information seront également analysées afin d'intégrer efficacement les fonctions centrales, de simplifier les systèmes et d'adopter un environnement de travail efficace.

Le segment de détail consolidera la position de chef de file de notre marque *Treasure Cave* de fromage bleu en lançant des produits aromatisés afin d'élargir la gamme. En ce qui a trait à la position de tête de notre marque pour nos fromages en bâtonnets, nous lancerons une gamme de premier ordre de fromages en bâtonnets. Nous lancerons également un assortiment de bœuf en bâtonnets et de fromage en bâtonnets ou à effilocheur de marque *Frigo Cheese Heads*.

Le Secteur continuera d'évaluer les possibilités d'accroître l'efficacité tant dans les installations de fabrication que dans les installations de distribution aux États-Unis. Le Secteur continuera également à surveiller les fluctuations des marchés des produits laitiers et prendra les décisions appropriées pour limiter l'incidence sur ses activités.

SECTEUR PRODUITS D'ÉPICERIE

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2013	2012	2011
Revenus	137,1	134,0	141,3
BAIIA	13,9	12,7	12,6

REVENUS

Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont totalisé 137,1 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, soit une hausse de 3,1 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des volumes de ventes sur les marchés canadien et américain. Le Secteur a maintenu ses efforts à l'égard de l'augmentation des volumes de ventes, principalement aux États-Unis.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie s'est chiffré à 13,9 millions de dollars, soit une hausse de 1,2 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les avantages tirés de l'augmentation des volumes de ventes et des initiatives opérationnelles mises en œuvre tout au long de l'exercice 2013 et des exercices précédents ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts d'opération.

PERSPECTIVES

Le Secteur Produits d'épicerie continuera de mettre l'accent sur l'augmentation des volumes de ventes dans la catégorie des petits gâteaux. La priorité pour l'exercice 2014 est la progression des ventes aux États-Unis. Le Secteur continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités dans le but d'améliorer l'efficacité opérationnelle.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

La présente section vise à donner un aperçu des stratégies de gestion de la trésorerie et du capital ainsi que des méthodes utilisées pour atteindre les objectifs opérationnels. Elle fournit également des détails sur la façon dont la Société gère son risque de liquidité afin de s'acquitter de ses obligations financières aux moments requis.

La majorité des besoins en trésorerie de la Société sont financés au moyen des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation. Ces fonds sont principalement affectés aux acquisitions d'entreprises, aux dépenses en immobilisations, au versement des dividendes, au rachat d'actions et au remboursement de la dette. De plus, la Société dispose de facilités de crédit bancaire destinées à des fins générales.

Les flux de trésorerie de la Société sont présentés dans le tableau qui suit :

(en milliers de dollars CAD)

Exercices	2013	2012	2011
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	842 889	754 733	706 364
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	645 792	522 987	588 520
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(1 625 000)	(87 117)	(371 552)
Trésorerie générée par (utilisée pour) les activités de financement	868 762	(368 828)	(195 704)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(110 446)	67 042	21 264

La trésorerie générée par les **activités d'exploitation** s'est établie à 842,9 millions de dollars pour l'exercice 2013, en hausse de 88,2 millions de dollars, comparativement à 754,7 millions de dollars pour l'exercice 2012. La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement est liée à une augmentation de l'utilisation des éléments hors caisse du fonds de roulement durant l'exercice 2012 en raison de l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage. La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation a totalisé 645,8 millions de dollars, comparativement à 523,0 millions de dollars à l'exercice 2012. Cette variation est essentiellement attribuable à des impôts sur les bénéfices payés plus élevés au cours de l'exercice précédent.

En ce qui concerne les **activités d'investissement**, la Société a utilisé un montant de 1,625 milliard de dollars au cours de l'exercice 2013. Un montant de 1,434 milliard de dollars a été décaissé pour l'acquisition de Morningstar. Également, un montant de 178,2 millions de dollars a été décaissé pour les ajouts aux immobilisations, lequel excède d'environ 70 millions de dollars l'amortissement de 109,5 millions de dollars; ce montant supplémentaire est essentiellement lié aux projets stratégiques et particuliers, surtout en Argentine et au Canada. De ces ajouts, 26 % ont servi au remplacement d'immobilisations et 74 %, à la mise en place de nouvelles technologies de même qu'à l'agrandissement et à l'augmentation de certaines capacités de fabrication.

Les **activités de financement** ont généré 868,8 millions de dollars au cours de l'exercice 2013. La dette à long terme a augmenté de 1,199 milliard de dollars, en raison de l'acquisition de Morningstar, dont une tranche de 38,1 millions de dollars a été remboursée par le biais de versements trimestriels. La Société a émis des actions pour une contrepartie en trésorerie de 38,5 millions de dollars dans le cadre de son régime d'options d'achat d'actions, a versé un montant de 161,7 millions de dollars en dividendes et un montant de 190,4 millions de dollars pour le rachat de capital-actions conformément à ses programmes de rachat dans le cours normal des activités. De plus, la Société a augmenté l'utilisation de ses emprunts bancaires d'un montant de 21,9 millions de dollars.

TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les montants pouvant être prélevés sur les facilités de crédit existantes devraient permettre à la Société de répondre à ses besoins en trésorerie pour au moins les 12 prochains mois, compte non tenu de toute acquisition d'entreprise potentielle. La Société croit qu'elle n'aurait aucune difficulté à obtenir du financement advenant que ses besoins soient supérieurs aux facilités dont elle dispose actuellement.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

Exercices	2013	2012	2011
Actif à court terme	1 512 556	1 399 464	1 291 798
Passif à court terme	1 226 647	902 441	943 006
Fonds de roulement	285 909	497 023	348 792
Ratio du fonds de roulement	1,23	1,55	1,37

Le ratio du fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir les passifs à court terme au moyen d'actifs à court terme, sans avoir un surplus d'actifs inactifs.

La diminution du ratio du fonds de roulement est principalement attribuable à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, laquelle découle de l'acquisition de Morningstar et de la tranche à court terme de la dette à long terme.

GESTION DU CAPITAL

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

Exercices	2013	2012	2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 177	144 137	77 491
Emprunts bancaires	181 865	166 631	170 589
Dette à long terme	1 548 300	379 875	378 480
Capitaux propres	2 305 672	2 105 686	2 072 635
Ratio de la dette portant intérêt ¹ sur les capitaux propres	0,73	0,19	0,23
Nombre d'actions ordinaires	196 619 440	199 037 565	203 830 505
Nombres d'options d'achat d'actions	8 375 931	8 484 524	8 674 238

¹ Nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

La Société dispose de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 43,2 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 681 millions de dollars, dont une tranche de 181,9 millions de dollars a été prélevée. Se reporter à la note 9 des états financiers consolidés pour des détails sur les emprunts bancaires de la Société.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'était en circulation. Au 24 mai 2013, 196 871 790 actions ordinaires et 10 181 814 options d'achat d'actions étaient en circulation.

PROGRAMMES DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Le 9 novembre 2011, la Société a annoncé son intention d'acheter, dans le cadre d'un programme de rachat dans le cours normal des activités (programme de rachat), à des fins d'annulation, certaines de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, à compter du 15 novembre 2011. En vertu du programme de rachat, la Société était autorisée à acheter jusqu'à 10 030 630 actions ordinaires à des fins d'annulation, ce qui représentait 5 % de ses

200 612 607 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2011. Ces achats ont été effectués en conformité avec la réglementation applicable sur une période maximale de 12 mois commençant le 15 novembre 2011 et prenant fin le 14 novembre 2012. De plus, la Société a annoncé, le 5 juin 2012, qu'elle avait modifié le programme de rachat afin de permettre à la Société de racheter également ses actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat, autrement que par des transactions sur le marché libre, selon ce qui est permis par la Bourse de Toronto et en vertu des lois applicables, y compris par voie de conventions de gré à gré aux termes d'une dispense du programme de rachat émise par une autorité canadienne en valeurs mobilières. Les achats sur le marché libre seraient toujours effectués au cours du marché en vigueur au moment de l'achat. Les rachats effectués au moyen de conventions de gré à gré seraient à un prix inférieur au cours du marché en vigueur des actions ordinaires au moment de l'achat, comme le prévoit la dispense. Dans le cadre du programme de rachat, la Société a établi un régime de rachat automatique lui permettant d'établir des instructions standards à l'égard du rachat d'actions ordinaires au cours des périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'imposait.

Le 7 novembre 2012, la Société a annoncé son intention d'acheter, dans le cadre d'un nouveau programme de rachat dans le cours normal des activités (nouveau programme de rachat), à des fins d'annulation, jusqu'à 9 850 532 actions ordinaires, ce qui représente 5 % de ses 197 010 649 actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2012 sur une période de 12 mois commençant le 15 novembre 2012 et prenant fin le 14 novembre 2013. Ces achats sont effectués au moyen de transactions sur le marché libre par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, ou par tout autre moyen permis par la Bourse de Toronto et en vertu des lois applicables, y compris par voie de placements avec dispense de prospectus et de conventions de gré à gré aux termes d'une dispense du programme de rachat émise par une autorité canadienne en valeurs mobilières. La contrepartie payée par la Société pour toutes les actions ordinaires rachetées sur le marché libre en vertu du nouveau programme de rachat est versée en espèces au cours du marché de ces actions au moment de l'achat. Les rachats effectués au moyen de conventions de gré à gré, conclues en vertu du nouveau programme de rachat, sont à un prix inférieur au cours du marché en vigueur des actions ordinaires au moment de l'achat, comme le prévoit la dispense pertinente. Dans le cadre du nouveau programme de rachat, la Société a établi un régime de rachat automatique lui permettant d'établir des instructions standards à l'égard du rachat d'actions ordinaires au cours des périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013, la Société a acheté 4 261 400 actions ordinaires, à des prix variant entre 39,44 \$ et 49,01 \$ l'action, dans le cadre des programmes de rachat (6 061 700 actions ordinaires, à des prix variant entre 36,46 \$ et 47,57 \$ l'action, pour l'exercice terminé le 31 mars 2012).

La Société estime que le rachat de ses propres actions peut, en certaines circonstances appropriées, constituer un investissement responsable des fonds disponibles.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Société assure la gestion et le suivi continu de ses engagements et de ses obligations contractuelles afin de veiller à ce qu'elle puisse s'acquitter de ceux-ci au moyen des fonds provenant de l'exploitation et de l'optimisation de sa structure du capital.

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relativement au remboursement de certains emprunts à long terme ainsi qu'en certains contrats de location visant des locaux, de l'équipement et du matériel roulant. La note 10 des états financiers consolidés décrit l'engagement de la Société pour ce qui est du remboursement de la dette à long terme, alors que la note 18 des états financiers consolidés décrit ses engagements de location.

(en milliers de dollars CAD)

	Dettes à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de un an	152 400	21 736	174 136
De 1 à 2 ans	313 200	16 103	329 303
De 2 à 3 ans	150 000	12 549	162 549
De 3 à 4 ans	932 700	8 520	941 220
De 4 à 5 ans	-	6 890	6 890
Plus de 5 ans	-	18 615	18 615
	1 548 300	84 413	1 632 713

DETTE À LONG TERME

Comme il est décrit à la note 10 des états financiers consolidés, la dette à long terme de la Société se compose d'une nouvelle facilité de prêt bancaire à terme de quatre ans de 1,199 milliard de dollars, échéant en décembre 2016, qui porte intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 1 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,85 % jusqu'à un maximum de 2 %, selon un ratio financier de la Société. De plus, la dette à long terme de la Société se compose d'effets de premier rang non garantis d'un montant de 50,8 millions de dollars (50 millions de dollars US), émis à un taux d'intérêt de 8,41 % échéant en novembre 2014,

d'un montant de 110,0 millions de dollars, émis à un taux d'intérêt de 5,34 % échéant en juin 2014, ainsi que d'un montant de 220,0 millions de dollars, émis à un taux d'intérêt de 5,82 % échéant en juin 2016.

PAIEMENTS MINIMAUX SUR LES CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La Société a des contrats de location simple à long terme pour des locaux, de l'équipement et du matériel roulant.

BILAN

Les principaux postes du bilan au 31 mars 2013 ont varié essentiellement en raison de l'acquisition de Morningstar, complétée le 3 janvier 2013, et de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, par rapport au 31 mars 2012.

Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités américaines libellés en dollars américains était de 1,016 \$ CAD/US au 31 mars 2013, contre 0,9975 \$ CAD/US au 31 mars 2012. Le taux de conversion des postes du bilan de nos activités en Argentine libellés en pesos argentins était de 0,1983 \$ CAD/ARS au 31 mars 2013, contre 0,2282 \$ CAD/ARS au 31 mars 2012. La dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est traduite par des valeurs plus élevées comptabilisées dans les postes du bilan concernés de nos activités à l'étranger et a été partiellement compensée par l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin.

La position de trésorerie nette (trésorerie et équivalents de trésorerie moins emprunts bancaires) a diminué, passant d'un montant négatif de 22,5 millions de dollars au 31 mars 2012 à un montant négatif de 138,7 millions de dollars au 31 mars 2013, principalement en raison de la trésorerie utilisée pour l'acquisition de Morningstar. La variation de l'écart de conversion comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est attribuable à l'appréciation du dollar américain.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

La Société a recours à certains arrangements hors bilan qui consistent essentiellement en la location de locaux ainsi qu'en des contrats de location visant de l'équipement et du matériel roulant. Ces ententes sont comptabilisées sous forme de contrats de location simple. Les loyers minimaux futurs au 31 mars 2013 totalisaient 84,4 millions de dollars (77,4 millions de dollars au 31 mars 2012). La Société utilise certains instruments financiers dérivés dans des situations bien précises. À l'occasion, la Société a recours à des contrats de change à terme en euros et en dollars américains afin d'atténuer le risque de change découlant de l'importation de certains produits. La valeur nominale de ces contrats s'élevait à 0,7 million d'euros au 31 mars 2013 (5,5 millions de dollars US au 31 mars 2012). La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

GARANTIES

De temps à autre, la Société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et des contrats de location, ainsi que dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, lesquelles ententes, de par leur nature, peuvent fournir des indemnités à des tierces parties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent viser des manquements aux représentations et garanties de même que des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Se reporter à la note 18 des états financiers consolidés, qui traite des garanties de la Société.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Dans le cours normal des activités, la Société reçoit des biens et des services de sociétés sous le contrôle ou sous l'influence notable par voie de la participation de son actionnaire principal, et leur en fournit. Le montant des biens et des services n'est pas significatif et il est compensé par une contrepartie égale à leur juste valeur, qui est comparable à des opérations similaires conclues dans des conditions normales de concurrence. Les biens et les services reçus ont trait à la location d'espaces de bureau, à des arrangements de voyage, au transport de biens et à l'hébergement. Les transactions entre parties liées pour l'exercice 2013 comprennent l'acquisition de terrains et de bâtiments détenus par une partie liée, pour un montant totalisant 16 400 000 \$. La propriété acquise abritera les activités de distribution regroupées de la région du Grand Montréal ainsi que les bureaux administratifs de la Division Produits laitiers (Canada). Le montant déboursé a été établi selon la juste valeur. Les transactions avec les principaux dirigeants (comprenant les administrateurs et les membres de la haute direction visés : le chef de la direction, le chef des finances et les trois membres de la haute direction les mieux rémunérés) sont aussi considérées comme des opérations entre parties liées et ont trait aux salaires, aux bonis, aux options, aux unités d'actions de performance et aux paiements en vertu du régime d'unités d'actions différées. Les biens et services fournis consistent en des services et des produits laitiers. Se

reporter à la note 19 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples informations sur les opérations entre parties liées.

NORMES COMPTABLES

MÉTHODES COMPTABLES CRITIQUES ET RECOURS À DES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers de la Société requière de la direction de faire preuve de jugement et d'établir des estimations sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans le futur. Ces jugements et estimations sont volatiles en raison des changements des facteurs internes ou externes et sont continuellement révisés par la direction. Une discussion de ces jugements et de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers est présentée plus bas.

Provision pour mauvaises créances

La direction révisé ses débiteurs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et estime les provisions nécessaires pour les montants non recouvrables dans le futur. Cette révision nécessite l'usage de certaines hypothèses et prend en considération certains facteurs tels que l'historique des comptes et les tendances des comptes échus. Dans l'éventualité que les collections futures diffèrent des estimations initiales, les résultats futurs seront ajustés en conséquence.

Impôts sur les bénéfices

La Société est soumise à l'impôt dans de nombreuses juridictions. Une part de jugement significative est nécessaire à l'établissement de la provision d'impôt consolidée. Dans le cours normal des affaires, il existe plusieurs transactions et calculs pour lesquels les impôts finaux sont incertains. Une provision est comptabilisée si, de l'avis de la Société, elle estime qu'un montant d'impôt à payer pourrait résulter des vérifications fiscales en cours. Lorsque les résultats finaux de ces questions diffèrent des montants qui avaient initialement été comptabilisés à titre de provision, les résultats et les impôts exigibles et différés sont ajustés dans la période au cours de laquelle cette détermination est effectuée.

Impôts différés

La Société utilise la méthode du passif fiscal pour les impôts différés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux en vigueur ou pratiquement en vigueur à être appliqués aux bénéfices imposables des années dans lesquelles les différences temporelles seront réalisées ou réglées. Il faut donc projeter les bénéfices imposables de ces années de même qu'établir une hypothèse quand à la période finale de règlement des différences temporelles. La projection des bénéfices imposables futurs est basée sur des estimations de la direction et peut varier des bénéfices imposables réels. Annuellement, la Société évalue la nécessité d'établir une provision pour moins-value relativement à ses actifs d'impôt différé. Les lois et règles fiscales canadiennes, américaines et internationales sont sujettes à interprétation et nécessitent le jugement de la Société, lequel peut être contesté par les autorités fiscales. La Société croit qu'elle a pourvu de façon adéquate aux obligations fiscales pouvant découler des faits et circonstances actuels. Les écarts temporaires et les taux d'imposition pourraient changer en raison de changements budgétaires ou de modifications aux lois fiscales.

Goodwill, marques de commerce, autres actifs incorporels et regroupements d'entreprises

Le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels ont principalement été constatés par suite des regroupements d'entreprises. La Société utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser ses regroupements d'entreprises, laquelle méthode nécessite aussi plusieurs jugements et estimations. Lors du processus d'allocation d'un regroupement d'entreprises, des justes valeurs estimatives sont allouées aux actifs nets acquis incluant les marques de commerce et les autres actifs incorporels. Ces estimations sont basées sur des prévisions de flux de trésorerie futurs, des estimations des fluctuations économiques et un taux d'actualisation estimé. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur estimative des actifs nets acquis est ensuite alloué au goodwill. Dans le cas où les justes valeurs des actifs nets diffèrent des estimations, les montants alloués aux actifs nets et spécifiquement aux marques de commerce et autres actifs incorporels pourraient différer des montants présentés. Cela affecterait ensuite directement la valeur comptable du goodwill. Toute différence dans les justes valeurs estimées affecterait également l'amortissement des autres actifs incorporels ayant une durée de vie définie.

Immobilisations

Un jugement critique est nécessaire dans la sélection et l'application des méthodes comptables et des durées d'utilité de même que dans la détermination de l'importance des composantes et leur allocation respective. La direction considère la méthode linéaire comme étant la méthode d'amortissement la plus appropriée, étant donné que les usines fonctionnent, sur une base annuelle, à un niveau de production similaire, ce qui indique une production constante. Il est de l'avis de la direction que les durées d'utilité et les méthodes comptables adaptées reflètent

adéquatement l'utilisation normale des actifs de production à long terme disponibles de même que les avantages économiques en découlant.

Dépréciation des actifs

Certains jugements et certaines estimations significatifs sont requis lors des tests de dépréciation du goodwill, des marques de commerce, des autres actifs incorporels et des autres actifs à long terme. La direction utilise des estimations ou exerce son jugement dans la détermination des indicateurs de dépréciation, dans la définition d'une unité génératrice de trésorerie, dans l'estimation de flux de trésorerie futurs et pour les autres hypothèses clés telles que les taux d'actualisation et les multiplicateurs de résultats utilisés pour déterminer une juste valeur (moins les coûts de la vente) ou une valeur d'utilité. Les estimations établies pour le goodwill, les marques de commerce et les autres actifs incorporels sont présentées à la note 7 des états financiers consolidés. Les autres actifs à long terme sont testés seulement lorsque des indicateurs de dépréciation sont présents.

Avantages sociaux futurs

La Société offre des régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui fournissent des prestations de retraite ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés. Plusieurs estimations et hypothèses sont requises pour déterminer la dépense comptable en lien avec les régimes de retraite à prestations déterminées de même que pour l'obligation s'y rattachant, dont le taux de rendement des actifs disponibles pour compenser l'obligation, le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur comptable de l'obligation, le taux de croissance lié aux soins de santé, le taux de mortalité, etc. Les résultats réels seront vraisemblablement différents des hypothèses initiales. Ces gains ou pertes sont présentés dans les états consolidés du résultat global.

NORMES FUTURES

L'International Accounting Standards Board (IASB) a procédé à de nombreuses révisions des normes en place dans le cadre de ses projets d'amélioration continue. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements suivent.

IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir, et IAS 32, Instruments financiers : Présentation

L'IASB a publié des modifications à IFRS 7 et à IAS 32 en décembre 2011 qui clarifient les exigences pour compenser les actifs et passifs financiers, incluant une révision des exigences sur les informations à fournir pour les actifs et passifs financiers qui sont compensés. Les amendements à IFRS 7 et à IAS 32 sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et du 1^{er} janvier 2014, respectivement.

Les changements apportés en vertu de ces normes ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société en raison du nombre insuffisant d'arrangements compensatoires prévus par ces exigences.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9 en novembre 2009 dans le but à long terme de remplacer IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La publication de cette IFRS représente la phase initiale du projet à long terme et fournit des indications sur la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers.

La direction n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme sur les états financiers de la Société.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10 en mai 2011, qui remplace des portions de IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Cette nouvelle norme sera applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 et devra être appliquée rétrospectivement. IFRS 10 établit des principes pour la préparation et la présentation des états financiers consolidés et, plus spécifiquement, établit le critère pour l'inclusion d'une autre entité dans les états financiers consolidés, en définissant le contrôle comme étant le facteur le plus déterminant pour procéder à la consolidation.

Cette norme n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers de la Société étant donné que la Société détient en propriété exclusive les capitaux propres et les participations avec droit de vote de ses filiales.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

L'IASB a publié IFRS 12 en mai 2011 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme exige d'une entité de divulguer de l'information qui permet aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les risques associés à ses participations dans des filiales, des entreprises associées, des coentreprises et des entités structurées non consolidées, de même que les incidences de ses participations sur sa situation, sa performance financière et sa trésorerie.

La direction ne prévoit pas que ces informations à fournir auront une incidence importante sur les états financiers de la Société.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 en mai 2011 et est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Cette IFRS définit la juste valeur, délimite en une seule norme un cadre pour son évaluation et exige des informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur.

La direction ne prévoit pas que l'application de cette norme aura une incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a amendé IAS 1 en juin 2011, incorporant des modifications pour refléter de nouvelles exigences pour la présentation des résultats et du résultat global dans leur état respectif. IAS 1 exige maintenant que les items du résultat global soient classés séparément dans l'état en fonction du reclassement subséquent à l'état des résultats. Ces modifications sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

À la suite de l'adoption de cette norme, l'état du résultat global présentera distinctement les éléments qui seront reclassés dans le bénéfice net et ceux qui seront classés de façon permanente dans le résultat global.

IAS 16, Immobilisations

L'IASB a amendé IAS 16 en mai 2012, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, exigeant la présentation, comme immobilisations, des pièces de rechange, du matériel d'entretien et des pièces de sécurité lorsqu'ils respectent la définition d'une immobilisation en accord avec IAS 16. S'ils ne respectent pas la définition, il est exigé qu'ils soient présentés dans les stocks.

La direction ne prévoit pas que l'application de cette norme aura une incidence importante sur les états financiers de la Société.

IAS 19 (révisé), Avantages du personnel

L'IASB a révisé IAS 19 en juin 2011. En vertu de la norme révisée, une société est tenue d'utiliser le même taux d'actualisation pour calculer l'obligation au titre des prestations déterminées et le rendement attendu des actifs du régime. La norme modifiée exige également l'inclusion des charges d'administration au coût des services rendus. Les obligations d'information ont également été modifiées de manière à exiger la présentation d'informations supplémentaires sur les régimes de retraite à prestations déterminées, afin d'améliorer la présentation des informations concernant les risques auxquels une société offrant ce type de régime est exposée. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Si IAS 19, dans sa version révisée, avait été adoptée le 1^{er} avril 2012, son incidence sur les états financiers de la Société au 31 mars 2013 aurait donné lieu à une augmentation d'environ 4 200 000 \$ des charges au titre des avantages du personnel, inscrite dans les « Coûts d'opération excluant l'amortissement ».

RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée sont présentés ci-dessous. Le conseil d'administration (le conseil) a attribué au comité d'audit la responsabilité d'étudier et d'évaluer les facteurs de risques inhérents à la Société et de s'assurer que les mesures appropriées soient en place pour permettre à la direction de les repérer et de les gérer efficacement. À cet égard, le comité d'audit et le conseil ont adopté et mis en œuvre certaines politiques et procédures qui sont révisées au moins une fois l'an. Une présentation annuelle détaillée de tous les facteurs de risques repérés et des présentations périodiques sont données par la direction au comité d'audit et, au besoin, au conseil.

La gestion du risque fait partie des décisions de la Société en matière de transactions, d'exploitation et de stratégie et de son approche globale de gestion; cependant, la gestion du risque ne garantit pas que des événements ou des circonstances qui pourraient avoir une incidence négative sur la situation financière ou le rendement de la Société ne surviendront pas.

RESPONSABILITÉ DE PRODUITS

Les activités de Saputo sont exposées aux mêmes dangers et aux mêmes risques de responsabilité que celles de toutes les entreprises de transformation des aliments, tels que la contamination des ingrédients ou des produits par des bactéries ou d'autres agents externes pouvant être introduits dans les produits ou les emballages. Si une telle éventualité devait se produire, elle pourrait se solder par un rappel de produits coûteux et entacher gravement la réputation de Saputo en termes de qualité de ses produits.

APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRES PREMIÈRES

Saputo achète des matières premières qui peuvent représenter jusqu'à 85 % du coût des produits. Elle transforme les matières premières en produits finis comestibles dans le but de les revendre à un large éventail de clients. Par conséquent, la disponibilité des matières premières et la fluctuation du prix des denrées alimentaires peuvent avoir une incidence positive ou négative sur les résultats de la Société. L'incidence de toute hausse du prix des denrées alimentaires sur les résultats de la Société dépendra de sa capacité à transférer ces hausses à sa clientèle dans un contexte de marché concurrentiel.

MARCHÉS AMÉRICAIN ET INTERNATIONAL

Le prix du lait, en tant que matière première, de même que le prix de nos produits aux États-Unis et en Argentine ainsi que sur les marchés internationaux dépendent des forces de l'offre et de la demande sur les marchés. Ces prix sont tributaires de plusieurs facteurs, dont la santé de l'économie ainsi que les niveaux de l'offre et de la demande de produits laitiers dans l'industrie. Toute fluctuation des prix peut affecter les résultats de la Société. L'incidence de telles variations sur les résultats dépendra de sa capacité à mettre en place les mécanismes nécessaires pour les réduire.

CONCURRENCE

L'industrie de la transformation des aliments est très concurrentielle. L'industrie laitière canadienne est hautement concurrentielle et compte trois concurrents importants, dont Saputo. Aux États-Unis et en Argentine, Saputo est active dans l'industrie laitière à l'échelle de ces pays et se mesure à plusieurs concurrents régionaux et nationaux. La performance de la Société dans tous les pays où elle exerce ses activités dépendra de sa capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à prix concurrentiels.

REGROUPEMENT DE LA CLIENTÈLE

Au cours des dernières années, nous avons assisté à un regroupement important dans l'industrie alimentaire, et ce, dans tous les segments de marché. Étant donné que Saputo sert ces segments, le regroupement dans l'industrie a eu pour effet de diminuer le nombre de clients et d'augmenter l'importance relative de certains clients. Deux clients ont généré plus de 10 % du total des ventes consolidées pour l'exercice 2013, représentant 11,2 % et 10,7 %. La capacité de la Société de continuer à servir ses clients dans tous les marchés où elle exerce ses activités dépendra de la qualité de ses produits et de ses services ainsi que des prix.

RISQUE DE CRÉDIT

La Société fournit du crédit à ses clients dans le cours normal des activités. Des évaluations de crédit sont effectuées sur une base régulière, et les états financiers tiennent compte d'une provision pour créances douteuses. La Société considère qu'elle est exposée à un faible risque de concentration de crédit en lien avec les débiteurs, considérant la diversité et l'ampleur de sa clientèle dans trois segments, soit le détail, la restauration et l'industriel, et de sa diversité géographique. Il n'y avait aucun compte à recevoir supérieur à 10 % du solde total des débiteurs au 31 mars 2013. La provision pour créances douteuses ainsi que les comptes à recevoir échus sont régulièrement examinés par la direction. La Société révisé l'estimation de sa provision pour créances douteuses en fonction de la recouvrabilité du solde des comptes à recevoir de chaque client en considérant la tendance historique de recouvrement des comptes échus.

CONCENTRATION DES FOURNISSEURS

La Société achète des biens et des services auprès d'un nombre limité de fournisseurs, en raison de regroupements au sein des secteurs où ces fournisseurs exercent leurs activités en Amérique du Nord et dans les autres principaux marchés. De plus, des différends avec les fournisseurs en matière de prix ou de performance des biens et des services fournis, ou l'incapacité pour ces fournisseurs de fournir les volumes demandés de ces biens et services en temps opportun, pourraient avoir une incidence sur la situation et la performance financières de la Société. Une telle incidence est tributaire de l'efficacité du plan d'urgence de la Société.

INTERRUPTION IMPRÉVUE DES ACTIVITÉS

Des événements importants, tels qu'une défaillance de l'équipement, une pandémie ou une catastrophe naturelle, sont susceptibles de donner lieu à des interruptions imprévues des activités dans l'une des installations ou dans certaines installations de fabrication de la Société. L'incidence serait plus importante si les grandes installations de fabrication de la Société étaient touchées, auquel cas l'incapacité à trouver d'autres fournisseurs ou à remplacer la capacité de production perdue en temps opportun risquerait d'avoir une incidence défavorable sur la situation et la performance financières de la Société.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Les activités de la Société pourraient subir l'influence du contexte économique si les taux de chômage, d'intérêt ou d'inflation atteignent des niveaux qui influent sur les tendances de consommation de la clientèle et, par conséquent, sur les ventes et la rentabilité de la Société.

ENVIRONNEMENT

Les affaires et les activités de Saputo sont régies par des lois et des règlements environnementaux, y compris en ce qui a trait aux exigences liées à l'obtention de permis, à l'évacuation des eaux usées, aux émissions atmosphériques (gaz à effet de serre et autres), au rejet de substances dangereuses et à la restauration des sites contaminés. La Société croit que ses activités sont conformes à tous les égards importants à ces lois et règlements environnementaux, à l'exception de ce qui est précisé dans la notice annuelle datée du 5 juin 2013, pour l'exercice terminé le 31 mars 2013. Le respect de ces lois et règlements exige que la Société continue d'engager des dépenses d'exploitation et d'entretien, de même que des dépenses en immobilisations, notamment pour contrôler l'incidence éventuelle de ses activités sur les collectivités locales. Toute nouvelle loi ou réglementation environnementale ou tout resserrement des politiques d'application pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière de Saputo et entraîner des dépenses additionnelles pour s'y conformer ou continuer de s'y conformer.

TENDANCES DE CONSOMMATION

La demande pour les produits de la Société est assujettie à la variation des tendances de consommation. Ces changements peuvent affecter les résultats de la Société. L'incidence de ces changements dépendra de la capacité de la Société d'innover et de développer de nouveaux produits.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Étant donné que la Société fabrique, vend et distribue des produits alimentaires, elle compte non seulement sur la qualité de ses produits, mais aussi sur la reconnaissance de ses marques et la loyauté de sa clientèle. De plus, comme l'innovation fait partie de la stratégie de croissance de Saputo, nos équipes de recherche et de développement mettent au point de nouvelles technologies, de nouveaux produits et des méthodes d'optimisation des processus. Par conséquent, la Société prend des mesures pour protéger et faire respecter sa propriété intellectuelle. Toute contravention à sa propriété intellectuelle pourrait porter atteinte à sa valeur et limiter la capacité de la Société à concurrencer. De plus, afin de protéger ses droits, Saputo pourrait être tenue de participer à des litiges, ce qui pourrait entraîner des coûts importants.

EXPOSITIONS AUX RISQUES FINANCIERS

Le degré d'exposition de Saputo aux risques financiers varie en fonction de la devise de chacun des pays où elle exerce ses activités. Environ 52 % des ventes sont réalisées au Canada, 42 % aux États-Unis et 6 % en Argentine. Les flux de trésorerie liés aux activités exercées dans chacun des pays où la Société a des opérations constituent une protection naturelle contre les risques de change liés à la dette libellée dans la devise de chacun de ces pays. Le degré d'exposition aux risques financiers liés aux devises dépendra de la capacité de la Société à maintenir cette protection naturelle ou tout autre mécanisme de protection.

TAUX D'INTÉRÊT ET ACCÈS AUX MARCHÉS FINANCIERS

La dette portant intérêt de Saputo est sujette aux fluctuations des taux d'intérêt. L'incidence sur les résultats de la Société est tributaire de sa capacité à conserver des mécanismes de protection contre de telles fluctuations des taux d'intérêt. La croissance de la Société repose essentiellement sur les acquisitions et dépend de l'accès aux liquidités sur les marchés financiers.

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE LÉGISLATIF, RÉGLEMENTAIRE, NORMATIF ET POLITIQUE

La Société est assujettie à des lois, à des règlements, à des règles et à des politiques locaux, provinciaux, étatiques, fédéraux et internationaux, ainsi qu'aux contextes social, économique et politique des pays où elle exerce ses activités. Par conséquent, toute modification ou variation de l'un de ces éléments pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats et les activités de Saputo et faire en sorte que cette dernière doive engager des dépenses importantes pour s'y adapter ou s'y conformer. Plus précisément, la production et la distribution de produits alimentaires sont assujetties à des lois, à des règles, à des règlements et à des politiques fédéraux, étatiques, provinciaux et locaux ainsi qu'à des accords commerciaux internationaux fournissant un cadre dans lequel s'inscrivent les activités de Saputo. L'incidence de nouvelles lois ou de nouveaux règlements, ou encore d'un resserrement des politiques d'application, d'une interprétation plus stricte ou de changements à des lois ou à des règlements déjà en vigueur, dépendra de la capacité de la Société à s'y adapter, à s'y conformer et à en atténuer l'incidence. Saputo se conforme actuellement à toutes les lois et à tous les règlements importants, et possède tous les permis et licences importants dans le cadre de ses activités.

CROISSANCE PAR VOIE D'ACQUISITIONS

La Société prévoit poursuivre sa croissance de façon interne ainsi qu'au moyen d'acquisitions. La Société a, par le passé, connu une croissance grâce à des acquisitions et devrait vraisemblablement et dans une large mesure compter sur de nouvelles acquisitions pour poursuivre sa croissance. La capacité d'évaluer correctement la juste valeur de marché des entreprises acquises, de consacrer le temps et les ressources humaines nécessaires pour intégrer avec succès leurs activités à celles de la Société, ainsi que la capacité à réaliser les synergies, les améliorations et les bénéfices prévus et à atteindre le rendement attendu constituent des risques inhérents aux acquisitions.

PROTECTION DES TARIFS

Les industries de la production laitière sont encore partiellement protégées des importations par des quotas tarifaires, qui permettent l'importation d'un volume précis de produits à un tarif réduit ou inexistant et imposent des tarifs plus substantiels aux volumes d'importations excédentaires. Il n'est aucunement garanti, du fait d'une décision politique ou d'une modification aux accords commerciaux internationaux, que les mesures de protection des tarifs ne soient pas abolies en ce qui a trait au marché des produits laitiers, ce qui aurait pour conséquence d'accroître la concurrence. La performance de la Société dépendra de sa capacité à continuer d'offrir des produits de qualité à des prix concurrentiels.

SYSTÈMES D'INFORMATION

La Société dépend de plus en plus d'applications informatiques intégrées pour l'ensemble de ses activités. Les principaux risques sont liés à la confidentialité, à l'intégrité des données et à l'interruption des services informatiques. Toute défaillance de ces applications ou des réseaux de communication des données ainsi que de la sécurisation des centres de données ou des réseaux pourrait entraver ou ralentir la production, retarder ou fausser certaines prises de décision et entraîner des pertes financières pour la Société. Par ailleurs, toute perte de données accidentelle ou intentionnelle, qui ferait l'objet d'une utilisation par des tiers, pourrait avoir des effets négatifs sur les activités de Saputo et ses résultats.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, après avoir évalué l'efficacité des contrôles et procédures de la Société en matière de présentation de l'information en date du 31 mars 2013, ont conclu que les contrôles et procédures de la Société étaient efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, après avoir procédé à une évaluation de l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 31 mars 2013, que ce dernier était efficace.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, au meilleur de leur connaissance et après avoir procédé à une évaluation, qu'il n'y a eu, au 31 mars 2013, aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DES VARIATIONS DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LA DEVISE AMÉRICAINE

La dette, qui est assujettie à des fluctuations de taux d'intérêt, se chiffrait à 181,9 millions de dollars au 31 mars 2013 et se composait d'emprunts bancaires. Une fluctuation de 1 % du taux d'intérêt occasionnerait une variation du bénéfice net d'environ 1,3 million de dollars. Les fluctuations des devises canadienne et américaine peuvent aussi avoir une incidence sur les résultats. Une appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain se traduirait par une incidence négative sur les résultats. À l'inverse, la faiblesse du dollar canadien aurait une incidence positive sur les résultats. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2013, le taux de conversion moyen du dollar américain était calculé sur la base de 1,00 \$ CAD pour 0,999 \$ US. Sur cette base, une fluctuation de 0,01 \$ CAD aurait entraîné des variations approximatives de 1,5 million de dollars du bénéfice net, de 3,8 million de dollars du BAIIA et de 30,0 millions de dollars des revenus.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE DE 2013 – ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)	1 ^{er} trimestre (non audité)	2 ^e trimestre (non audité)	3 ^e trimestre (non audité)	4 ^e trimestre (non audité)	Exercice 2013 (audité)
Données tirées des états des résultats					
Revenus	1 698 335	1 745 372	1 800 644	2 053 326	7 297 677
Coûts d'opération, excluant l'amortissement, coûts d'acquisition et de restructuration	1 495 322	1 529 757	1 588 180	1 823 646	6 436 905
Bénéfice avant intérêts, amortissement, acquisition, restructuration, dépréciation et impôts sur les bénéfices	203 013	215 615	212 464	229 680	860 772
Marge %	12,0 %	12,4 %	11,8 %	11,2 %	11,8 %
Amortissement	27 227	27 083	26 751	35 568	116 629
Coûts d'acquisition	-	-	-	9 646	9 646
Coûts de restructuration	-	-	-	32 631	32 631
Intérêts sur la dette à long terme	5 756	5 820	5 805	12 515	29 896
Autres charges financières	601	672	585	2 345	4 203
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	169 429	182 040	179 323	136 975	667 767
Impôts sur les bénéfices	47 605	52 386	49 349	36 506	185 846
Bénéfice net	121 824	129 654	129 974	100 469	481 921
Marge nette %	7,2 %	7,4 %	7,2 %	4,9 %	6,6 %
Coûts d'acquisition (nets des impôts sur les bénéfices de 3 531 \$)	-	-	-	6 115	6 115
Coûts de restructuration (nets des impôts sur les bénéfices de 10 034 \$)	-	-	-	22 597	22 597
Bénéfice net ajusté ¹	121 824	129 654	129 974	129 181	510 633
Marge de bénéfice net ajusté %	7,2 %	7,4 %	7,2 %	6,3 %	7,0 %
Par action					
Bénéfice net					
De base	0,61	0,66	0,66	0,51	2,44
Dilué	0,60	0,65	0,65	0,51	2,41
Bénéfice net ajusté ¹					
De base	0,61	0,66	0,66	0,65	2,58
Dilué	0,60	0,65	0,65	0,65	2,55

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE DE 2012 – ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)	1 ^{er} trimestre (non audité)	2 ^e trimestre (non audité)	3 ^e trimestre (non audité)	4 ^e trimestre (non audité)	Exercice 2012 (audité)
Données tirées des états des résultats					
Revenus	1 638 995	1 791 407	1 796 466	1 703 502	6 930 370
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	1 429 367	1 578 340	1 589 185	1 502 547	6 099 439
Bénéfice avant intérêts, amortissement, dépréciation et impôts sur les bénéfices	209 628	213 067	207 281	200 955	830 931
Marge %	12,8 %	11,9 %	11,5 %	11,8 %	12,0 %
Amortissement	24 609	24 972	25 642	26 720	101 943
Dépréciation du goodwill	-	-	-	125 000	125 000
Intérêts sur la dette à long terme	5 719	5 791	5 817	5 754	23 081
Autres charges financières	547	2 753	(1 153)	(578)	1 569
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	178 753	179 551	176 975	44 059	579 338
Impôts sur les bénéfices	52 187	52 471	47 204	46 636	198 498
Bénéfice net (perte nette)	126 566	127 080	129 771	(2 577)	380 840
Marge nette %	7,7 %	7,1 %	7,2 %	(0,2) %	5,5 %
Dépréciation du goodwill	-	-	-	125 000	125 000
Bénéfice net ajusté ¹	126 566	127 080	129 771	122 423	505 840
Marge de bénéfice net ajusté %	7,7 %	7,1 %	7,2 %	7,2 %	7,3 %
Par action					
Bénéfice net					
De base	0,62	0,63	0,64	0,00	1,89
Dilué	0,61	0,61	0,64	0,00	1,86
Bénéfice net ajusté ¹					
De base	0,62	0,63	0,64	0,62	2,51
Dilué	0,61	0,61	0,64	0,61	2,47

¹ Le bénéfice net ajusté et le bénéfice ajusté par action (de base et dilué) sont des mesures non définies par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du présent rapport de gestion pour avoir une définition de ces termes.

PRINCIPAUX FACTEURS AYANT UNE INCIDENCE POSITIVE (NÉGATIVE) SUR LE BAIIA

(en millions de dollars CAD)

Exercice	2013			
	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre
Facteurs du marché ^{1, 2}	5	8	10	(14)
Réduction de valeur des stocks	-	-	-	(3)
Taux de change du dollar américain ¹	-	(3)	2	3

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

AUTRES INFORMATIONS PERTINENTES

(en dollars US, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2013				2012
	4 ^e trimestre	3 ^e trimestre	2 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	4 ^e trimestre
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,668	1,955	1,750	1,539	1,522
Prix de clôture du bloc ¹ par livre de fromage	1,693	1,760	2,075	1,650	1,490
Prix de marché moyen du lactosérum ² par livre	0,580	0,620	0,550	0,500	0,630
Écart ³	0,017	0,028	0,060	0,072	0,017
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁴	1,009	0,991	0,995	1,010	1,002

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur la Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

² Le prix de marché moyen de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

³ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par 100 livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁴ Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 MARS 2013

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 31 mars 2013 ont totalisé 2,053 milliards de dollars, en hausse de 349,8 millions de dollars, ou 20,5 %, comparativement à 1,704 milliard de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus du Secteur Produits laitiers USA ont augmenté d'environ 372 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'inclusion de l'acquisition de Morningstar a compensé la combinaison moins favorable des ventes d'ingrédients laitiers et la baisse des volumes de ventes, contribuant ainsi à l'augmentation des revenus d'environ 338 millions de dollars. Un prix moyen du bloc par livre de fromage plus favorable au cours du quatrième trimestre de 1,67 \$ US, comparativement à 1,52 \$ US au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2012, a donné lieu à une augmentation des revenus d'environ 30 millions de dollars. La fluctuation du dollar canadien a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 4 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Dans le Secteur Produits laitiers CEA, les revenus ont diminué d'environ 22 millions de dollars au quatrième trimestre par rapport à l'exercice précédent. La baisse des volumes de ventes dans la Division canadienne et une combinaison moins favorable des ventes d'ingrédients laitiers ont contribué à la diminution. La hausse des prix découlant du prix de la matière première, le lait, dans la Division argentine a partiellement contrebalancé cette baisse. De même, les revenus de la Division européenne ont légèrement diminué. Finalement, le raffermissement du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 7 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont diminué d'environ 1 million de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2013 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement liée à la légère baisse des volumes de ventes par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le **bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation (BAIIA)** a totalisé 229,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, en hausse de 28,7 millions de dollars, ou 14,3 %, comparativement à 201,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le BAIIA du Secteur Produits laitiers USA a augmenté d'environ 29 millions de dollars au cours du quatrième trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA découlant de l'acquisition de Morningstar a compensé la baisse des volumes de ventes, la hausse des coûts d'exploitation et de promotion et l'incidence de l'augmentation des coûts du lait causée par la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie. Ces facteurs réunis ont eu une influence positive sur le BAIIA d'environ 23 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le prix moyen du bloc par livre de fromage a augmenté pour s'établir à 1,67 \$ US au cours du quatrième trimestre, comparativement à 1,52 \$ US au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes et la réalisation des stocks. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été semblable au trimestre correspondant de l'exercice précédent et n'a pas eu d'incidence sur le BAIIA. À l'inverse, le marché moins favorable des ingrédients laitiers a nui au BAIIA par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces facteurs liés au marché combinés ont donné lieu à une augmentation du BAIIA d'environ 5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA du Secteur Produits laitiers CEA a diminué d'environ 1 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les avantages tirés de la baisse des coûts des ingrédients et des autres coûts d'exploitation ont été partiellement contrebalancés par une combinaison moins favorable des ventes d'ingrédients laitiers au Canada. En Argentine, la baisse des volumes de ventes et des prix de vente, principalement sur le marché d'exportation, a eu une incidence défavorable sur le BAIIA. Au quatrième trimestre, la Division Produits laitiers (Europe) a enregistré une perte de 1,1 million de dollars au titre du BAIIA.

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie a augmenté d'environ 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2013 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement imputable à la diminution des coûts d'exploitation, qui a davantage compensé l'effet de la baisse des volumes de ventes par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'**amortissement** a totalisé 35,6 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, en hausse de 8,9 millions de dollars, comparativement à 26,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique principalement par l'inclusion des résultats de Morningstar pour le quatrième trimestre de 2013.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2013, la Société a engagé des **coûts d'acquisition** liés à l'acquisition de Morningstar totalisant 9,6 millions de dollars (6,1 millions de dollars après impôts), de même que des **coûts de restructuration** relatifs à la fermeture d'usines en Europe et au Canada totalisant 32,6 millions de dollars (22,6 millions de dollars après impôts). Dans le cadre de cette restructuration, la Société a engagé des coûts de séparation de 7,8 millions de dollars, d'autres coûts de fermeture de 2,8 millions de dollars, des charges de dépréciation des immobilisations corporelles de 21,7 millions de dollars et des charges de dépréciation du goodwill de 0,3 million de dollars. Au cours du quatrième trimestre de 2012, la Société a comptabilisé une **dépréciation du goodwill** d'un montant de 125,0 millions de dollars (125,0 millions de dollars après impôts) pour le Secteur Produits d'épicerie.

Les **charges d'intérêts nettes** ont augmenté pour s'établir à 14,9 millions de dollars, comparativement à 5,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation du niveau d'endettement découlant de l'acquisition de Morningstar par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

En ce qui a trait aux **impôts sur les bénéfices**, le taux d'imposition effectif pour le trimestre a été de 27,9 %, comparativement à 27,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, excluant les coûts d'acquisition et de restructuration de l'exercice 2013 et la dépréciation du goodwill de l'exercice 2012. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** a totalisé 100,5 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, en hausse de 103,1 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, au cours duquel une perte nette de 2,6 millions de dollars a été enregistrée. Cette hausse est attribuable aux facteurs mentionnés ci-dessus.

Le **bénéfice net ajusté**¹ a totalisé 129,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 mars 2013, en hausse de 6,8 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable aux facteurs mentionnés précédemment, compte non tenu des coûts d'acquisition, de restructuration et de dépréciation.

Au cours du trimestre, la Société a ajouté environ 82 millions de dollars en immobilisations, a émis des actions pour une contrepartie en trésorerie de 12,5 millions de dollars dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions, a versé un montant de 58,2 millions de dollars pour le rachat de capital-actions, conformément au programme de rachat dans le cours normal des activités de la Société, et a versé des dividendes de 41,3 millions de dollars à ses actionnaires. Au cours du même trimestre, la Société a généré une trésorerie nette provenant des activités d'exploitation de 160,1 millions de dollars, soit une légère baisse comparativement à 162,4 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent.

¹ Le bénéfice net ajusté est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du présent rapport de gestion pour avoir une définition de ce terme.

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE

Au cours de l'exercice 2013, les variations trimestrielles des revenus et du BAIIA par rapport à l'exercice 2012 ont subi l'incidence de l'acquisition de Morningstar, des variations des coûts d'exploitation, des volumes de ventes, de la combinaison de produits et du prix moyen du bloc aux États-Unis.

L'inclusion des résultats liés à l'acquisition de Morningstar au quatrième trimestre a augmenté les revenus et le BAIIA. La hausse des coûts d'exploitation dans la Division États-Unis a contrebalancé la baisse des coûts dans la Division canadienne. La diminution du prix moyen du bloc au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice 2012 a eu une incidence défavorable sur les revenus et l'absorption des frais fixes. L'augmentation du prix du bloc au cours de l'exercice considéré comparativement à la diminution du prix du bloc au cours de l'exercice précédent a eu une incidence favorable sur la réalisation des stocks. Une combinaison de ventes d'ingrédients laitiers plus favorable a donné lieu à une hausse des revenus et du BAIIA. En outre, l'augmentation des coûts du lait découlant de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie a eu une incidence défavorable sur les résultats. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice 2012 a eu une très faible incidence sur les revenus et le BAIIA. Les bénéfices trimestriels reflètent directement l'incidence des éléments indiqués ci-dessus.

ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2012 EN COMPARAISON DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2011

Les **revenus consolidés** ont totalisé 6,930 milliards de dollars, en hausse de 927,4 millions de dollars, ou 15,4 %, comparativement à 6,003 milliards de dollars à l'exercice 2011. Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont accrus d'environ 717 millions de dollars. L'inclusion de DCI Cheese Company Inc. (acquisition de DCI), les conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers ainsi que l'augmentation des volumes de ventes ont donné lieu à une hausse des revenus par rapport à l'exercice précédent. L'ensemble de ces facteurs a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 608 millions de dollars. De plus, l'augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage, lequel s'est chiffré à 1,76 \$ US pour l'exercice 2012, comparativement à 1,56 \$ US pour l'exercice 2011, a fait augmenter les revenus d'environ 163 millions de dollars. Les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont augmenté d'environ 217 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Les prix de vente plus élevés au sein des activités du Canada et de l'Argentine découlant de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, ainsi que la hausse des volumes de ventes liés à la Division Argentine et les conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers expliquent l'accroissement des revenus dans ce Secteur. Ces facteurs ont compensé la baisse des volumes de ventes liés à la Division Canada. Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont reculé d'environ 7 millions de dollars en raison, principalement, de la baisse des volumes de ventes. L'appréciation du dollar canadien à l'exercice 2012 a entraîné une réduction des revenus d'environ 95 millions de dollars par rapport à l'exercice 2011.

Le **bénéfice consolidé avant intérêts, impôts sur les bénéfices, amortissement et dépréciation (BAIIA)** s'est établi à 830,9 millions de dollars à l'exercice 2012, en hausse de 42,6 millions de dollars, ou 5,4 %, comparativement à 788,3 millions de dollars à l'exercice 2011. Le BAIIA du Secteur Produits laitiers USA s'est établi à 303,4 millions de dollars, en hausse de 21,5 millions de dollars, comparativement à 281,9 millions de dollars à l'exercice précédent. Les initiatives entreprises au sein du Secteur au cours de l'exercice 2012 et des exercices précédents relativement à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, à l'inclusion de l'acquisition de DCI et à l'augmentation des volumes de ventes ont plus que contrebalancé la hausse des coûts des ingrédients et des autres coûts, ainsi que l'incidence négative de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie au cours de l'exercice 2012. Ces facteurs combinés ont donné lieu à une hausse du BAIIA d'environ 69 millions de dollars au cours de l'exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011. Le prix du bloc par livre de fromage a augmenté de façon constante tout au long de la première moitié de l'exercice 2012, pour ensuite diminuer pendant le reste de l'exercice. Le prix moyen pour l'exercice 2012 s'est établi à 1,76 \$ US, comparativement à 1,56 \$ US pour l'exercice précédent. La diminution du prix du bloc par livre de fromage au cours de la seconde moitié de l'exercice 2012 a eu une incidence négative sur la réalisation des stocks. L'augmentation du prix moyen du bloc a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes du Secteur. Les conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers ont aussi contribué positivement au BAIIA de l'exercice 2012. La relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a été défavorable pour l'exercice 2012 par rapport à l'exercice 2011. Ces conditions du marché combinées ont donné lieu à une baisse d'environ 40 millions de dollars du BAIIA. Par ailleurs, les résultats de l'exercice 2012 tiennent compte d'une réduction de valeur des stocks de 3,8 millions de dollars, comparativement à 3,0 millions de dollars à l'exercice 2011. Au cours de l'exercice 2012, l'appréciation du dollar canadien a entraîné une diminution d'environ 7 millions de dollars du BAIIA du Secteur Produits laitiers USA.

Le BAIIA du Secteur Produits laitiers CEA a totalisé 514,8 millions de dollars à l'exercice 2012, en hausse de 21,0 millions de dollars, comparativement à 493,8 millions de dollars à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers dans la Division Produits laitiers (Canada). Le BAIIA de l'exercice 2011 comprend une charge d'environ 2 millions de dollars relativement à un rappel de produits. Les activités de l'Argentine ont contribué à la hausse du BAIIA découlant de l'augmentation des volumes de ventes et des prix de vente favorables, surtout au sein du marché d'exportation, par rapport à l'exercice 2011. Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) est demeuré stable par rapport à l'exercice 2011.

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie a augmenté de 0,1 million de dollars, passant de 12,6 millions de dollars à l'exercice 2011 à 12,7 millions de dollars à l'exercice 2012. Les avantages tirés des initiatives opérationnelles mises en œuvre au cours de l'exercice 2012 et des exercices précédents ainsi que les réductions des coûts d'opération ont été presque entièrement compensés par la diminution des volumes de ventes et la hausse des coûts des ingrédients.

La marge de BAIIA consolidée a diminué pour s'établir à 12,0 % à l'exercice 2012, comparativement à 13,1 % à l'exercice 2011, principalement en raison d'une hausse proportionnelle des ventes dans le Secteur Produits laitiers USA, lequel affiche une marge légèrement moins élevée comparativement aux ventes du Secteur Produits laitiers CEA.

L'**amortissement** a totalisé 101,9 millions de dollars pour l'exercice 2012, soit une diminution de 4,1 millions de dollars, comparativement à 106,0 millions de dollars pour l'exercice 2011. Cette diminution témoigne des variations des actifs amortissables et des fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin.

La Société a comptabilisé une **dépréciation du goodwill** d'un montant de 125,0 millions de dollars (125,0 millions de dollars après impôts) pour le Secteur Produits d'épicerie, ce qui reflète la croissance stagnante des ventes de petits gâteaux dans l'ensemble du marché.

À l'exercice 2011, la Société a procédé à une **dépréciation du placement de portefeuille** d'un montant de 13,6 millions de dollars (11,6 millions de dollars après impôts), par suite de la réception, en mai 2011, du rapport d'un évaluateur indépendant sur la juste valeur de marché du placement de portefeuille de la Société.

Les **charges d'intérêts nettes** se sont établies à 24,7 millions de dollars à l'exercice 2012, comparativement à 23,9 millions de dollars à l'exercice 2011. Par rapport à l'exercice précédent, la hausse est surtout attribuable à l'augmentation des emprunts bancaires, en raison de l'acquisition de DCI le 25 mars 2011.

Les **impôts sur les bénéfices** ont totalisé 198,5 millions de dollars pour l'exercice 2012, comparativement à 194,8 millions de dollars pour l'exercice 2011, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 34,3 % pour l'exercice 2012, comparativement à un taux de 30,2 % pour l'exercice précédent. Il n'y a aucune incidence fiscale sur la dépréciation du goodwill de 125,0 millions de dollars, ce qui explique la hausse du taux d'imposition à l'exercice 2012. En excluant les ajustements au titre de la dépréciation du goodwill à l'exercice 2012 et du placement de portefeuille en 2011, les taux d'imposition auraient été de 28,2 % et de 29,3 %, respectivement. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et des estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** pour l'exercice 2012 a totalisé 380,8 millions de dollars, en baisse de 69,3 millions de dollars, ou 15,4 %, comparativement à 450,1 millions de dollars pour l'exercice 2011. Cette diminution est attribuable aux facteurs mentionnés précédemment.

Le **bénéfice net ajusté**¹ pour l'exercice 2012 a totalisé 505,8 millions de dollars, en hausse de 44,1 millions de dollars, ou 9,6 %, comparativement à 461,7 millions de dollars pour l'exercice 2011. Cette hausse s'explique par les facteurs mentionnés précédemment, compte non tenu de la dépréciation du goodwill, qui s'élève à 125,0 millions de dollars.

¹ Le bénéfice net ajusté est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesure de calcul des résultats non conforme aux Normes internationales d'information financière » à la page 7 du présent rapport de gestion pour avoir une définition de ce terme.